

STAGE DE FORMATION

Évaluation de la Capacité d'Accueil pour le développement du tourisme dans les régions côtières méditerranéennes

Document général

Rédigé par

Monsieur ***Alessio Satta***
Madame ***Francesca Palmisani***

Supervision

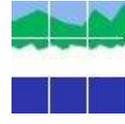
Madame ***Zeljka Skaricic***

Priority Actions Programme/Regional Activity Centre (PAP/RAC)
Kraj Sv. Ivana 11 tel: (385) (21) 34 34 99
HR-21000 Split (385) (21) 59 11 71
CROATIA fax: (385) (21) 36 16 77

Sommaire

Introduction	5
MODULE 1A: <i>PHILOSOPHIE DU TOURISME DURABLE</i>	6
1. Le développement durable	6
2. Quel est le rôle du tourisme dans le cadre de la stratégie globale de développement durable ?	6
3. Tourisme et soutenabilité.....	7
4. Agenda 21 pour les voyages et le tourisme	7
5. Comment s’orienter dans les différents définition du tourisme	7
6. Le concept d’écotourisme	8
7. Le tourisme dans les zones côtières.....	9
8. Evaluation de la Capacité d’Accueil (ou Evaluation de la Capacité de Charge)	9
MODULE 1B : DÉVELOPPEMENT DU TOURISME DANS LES PAYS DE LA MÉDITERRANÉE.....	11
1. Caractéristiques de la Méditerranée	11
2. Développement du tourisme dans la Méditerranée.....	17
MODULE 1C - <i>GESTION INTEGREE DE LA ZONE COTIERE (GIZC)</i>	21
1. Introduction.....	21
2. Définition	21
3. Zone côtière	21
4. Définition et caractéristiques de la GIZC.....	23
5. ECA comme outil de GIZC	26
6. Nécessité de politiques “côtières” régionales et nationales.....	27
INTRODUCTION SUR LA METHODOLOGIE D’EVALUATION DE LA CAPACITE D’ACCUEIL	30
MODULE 2A : MÉTHODOLOGIE D’ACQUISITION DE DONNÉES, ANALYSE ET TRAITEMENT DE DONNÉES (MÉTHODOLOGIE SIG ET INDICATEURS)	31
1. Introduction.....	31
2. Acquisition des données.....	31
3. Analyse	33
5. Traitement des données – Indicateurs.....	36
MODULE 2B: <i>PROCESSUS DE PARTICIPATION ET MÉTHODOLOGIE DU FORUM</i>	41
1. De quoi s’agit-il?	41
2. Les acteurs du processus de participation	41
3. Le Forum de participation dans l’Agenda 21 de la Commune de Calvia	41
4. Processus de participation suivi par l’île de Malte.....	42
5. L’importance de la participation de tous les groupes d’intérêt.....	43
6. Recommandations relatives au processus de participation au sein de l’ECA.....	43
7. Techniques pour le développement du processus de participation	44
MODULE 2C: PHASE D’ANALYSE ET D’ÉVALUATION D’UNE ECA : OPTIONS DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME, SCÉNARIOS, PRÉPARATION FINALE.....	45
1. Etapes de formulation de l’ECA	45
Options de développement touristique	45
2. Instructions pour l’application de l’ECA.....	46
MODULE 3A : LES PREMIERES ÉTUDES PAP/RAC: ÎLE DE VIS (CROATIE), RHODES (GRÈCE), BAIE DE LALZI (ALBANIE) ET ZONE CÔTIÈRE DE FUKA-MATROUTH	51
1. Présentation des études de cas d’application de l’eca	51
2. Evaluation de la capacité d’accueil pour l’île de Vis, Croatie.....	52
3. ECA pour l’île de Rhodes, Grèce.....	54

4.	ECA pour la baie de Lalzi, Albanie	55
5.	ECA pour la zone côtière de Marsa-Matrouh, Egypte	56
MODULE 3B: ETUDES D'ECA DE L'ARCHIPEL DE MALTE ET DE LA PROVINCE DE RIMINI		58
1.	ECA pour la Province de Rimini.....	58
2.	ECA pour l'Archipel de Malte	59
MODULE 3C: PRESENTATION DES ETUDES NON-PAP DANS LA MEDITERRANÉE (ELBE ET CALVIA)		61
1.	ECA de la Commune de Calvia	61
2.	L'ECA de l'île d'Elbe	63



Introduction

Ce stage s'inscrit dans le cadre de l'action prioritaire « Développement du tourisme méditerranéen en harmonie avec l'environnement » du PNUE.

Il vise l'objectif de présenter l'évaluation de la capacité d'accueil (ECA) dans le cadre d'une philosophie de développement touristique soutenable. Le stage vise également à se rejoindre au déroulement des activités concernant la GIZC (Gestion Intégrée des Zones Côtières) dans la Méditerranée, en particulier le Programme d'Aménagement Cotier (PAC) du PNUE.

En réponse à ces propositions, le stage s'articulera, pendant ses quatre jours, en une série de leçons théoriques, une visite de terrain et un exercice de travail de groupe.

La synthèse des principaux éléments théoriques concernant la méthodologie ECA sera présentée durant sa **Partie I**, notamment du module 1a au module 2d (voir le programme détaillé du stage). Cette étape comprendra également la présentation des études de cas les plus récentes et proches à la méthodologie ECA en Méditerranée (modules 3a et 3b).

Suite aux présentations et aux discussions concernant la méthodologie ECA, la **Partie II** du stage sera consacrée à l'organisation d'une activité d'exercice pratique, s'agissant d'un travail de groupe de formulation d'une ECA concernant une zone côtière algéroise. Une présentation concernant les caractéristiques du tourisme en Algérie et les outils réglementaires appliquée en la zone côtière est prévue.

Enfin, le dernier jour, les participants feront le bilan de la mission, à travers l'analyse des travaux de groupe et des conclusions et recommandations pour l'avenir.

Les spécifications concernant les modules et le programme du stage sont présentées dans des documents ci-joints.

Les modules sont détaillés dans les chapitres qui suivent.

MODULE 1A: PHILOSOPHIE DU TOURISME DURABLE

1. Le développement durable

La Commission des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement a publié en 1987 le Rapport Brutland "Notre futur commun" dans le quel est exposée la nécessité de chercher des voies de développement durables:

"Vue de l'espace, la Terre est une planète à la fois petite et fragile, dominée non par l'activité ou les constructions de l'homme mais par tout un mosaïque de nuages, de forêts et de terre. L'incapacité de l'homme à adapter ses activités à cette mosaïque est en train d'altérer considérablement les systèmes de la planète. Un grand nombre de ces changements contient des risques pour la vie. Il est de notre devoir de reconnaître et de faire face à cette nouvelle réalité à laquelle nous ne pouvons échapper... Satisfaire les besoins essentiels implique non seulement une nouvelle ère de croissance économique dans les pays où la majorité de la population est aujourd'hui pauvre, mais aussi la garantie que ces pauvres obtiendront leur juste partie des ressources nécessaires pour soutenir cette croissance... Le développement soutenable n'est pas une situation statique d'harmonie mais plutôt un processus de changement où l'exploitation des ressources, l'orientation des investissements, l'orientation du développement technologique et la transformation institutionnelle s'ajustent aux nécessités présentes et à venir..."

Le concept de développement soutenable a été développé lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en juin 1992. Cet concept se base sur trois prémisses:

- Le développement soutenable permet de répondre aux besoins du présent, sans hypothéquer la capacité des générations future de répondre aux leurs.
- Le développement soutenable est un processus de changement qui prend en compte l'harmonisation de l'exploitation des ressources, l'orientation des investissements, l'application des techniques ainsi que l'évolution des institutions et des entreprises, en vue de renforcer un potentiel socio-économiques à même de résoudre les besoins et les aspirations de l'humanité.
- Il n'existe aucun modèle idéal de développement soutenable étant donné que les systèmes politico-économiques et les données écologiques varient d'un endroit à l'autre. La constante est la recherche d'un état d'harmonie entre les humains et le patrimoine naturel de la planète.

2. Quel est le rôle du tourisme dans le cadre de la stratégie globale de développement durable?

Le tourisme est le premier secteur économique mondial; plus de 700 millions de personnes se déplacent chaque année au-delà des frontières de leur pays, pour voyager. Les hôtels, les entreprises de transport et les équipements de loisirs réalisent un chiffre d'affaires de près de 500 milliards de dollars US et emploient plus de 200 millions de personnes.

Du côté négatif du bilan de ce secteur figurent, au niveau de l'environnement, les nuisances dues au trafic et à l'exploitation des ressources, ainsi qu'une nouvelle colonisation des régions touristiques dans les pays en développement, avec des effets néfastes sur la situation sociale des populations concernées et la culture des pays en question.

Côté positif, on note la création de nouvelles sources de revenus, une amélioration du niveau de vie et le développement d'échanges entre personnes habitant différents continents.

En 1992, la Conférence des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement à Rio (CNUED) ne se penchait pas encore sur le tourisme - on sous-estimait largement à l'époque le potentiel de ce secteur en matière de développement durable. Aucun chapitre de l'Agenda 21 adopté à Rio ne concernait donc le tourisme. Par la suite, la 7^e Conférence de suivi de Rio en 1999 (CSD-7) a voté un programme d'action pour le tourisme durable.

Pendant l'actuelle période préparatoire du Sommet Mondial sur le Développement Durable (SMDD), qui s'est tenu au mois d'août 2002 à Johannesburg, il apparaît clairement que le secteur du tourisme doit plus nettement que dans le passé assumer sa responsabilité pour l'environnement et la qualité de vie des régions touristiques.

3. Tourisme et soutenabilité

Conformément à ces principes, le développement durable est un processus permettant le développement sans maltraiter ni épuiser les ressources qui le rendent possible:

- ✓ La soutenabilité écologique garantit un développement compatible avec le maintien des processus écologiques essentiels, de la diversité biologique et de ressources;
- ✓ La soutenabilité sociale et culturelle assure que le développement augmente le contrôle des individus sur leurs propres vies, qu'il soit compatible avec la culture et les valeurs humaines, tout en maintenant et en renforçant l'identité de la communauté;
- ✓ La soutenabilité économique garantit que le développement soit économiquement efficace et que les ressources soient gérées de manière à être conservées pour les générations futures.

4. Agenda 21 pour les voyages et le tourisme

L'Agenda 21 a élaboré un plan d'action pour les voyages et le tourisme sous les auspices du Conseil Mondial du Voyage et du Tourisme et le Conseil de la Terre. Ce plan d'action entend transférer les principes du sommet de Rio au tourisme, parmi lesquels:

- Adoption de mesures pour le développement d'un tourisme soutenable
- Promotion d'un programme A21 pour l'éducation et la formation
- Recherche des gestions intégrées pour un tourisme soutenable
- Soutien aux échanges d'informations et des techniques
- Intégration de l'idée de tourisme soutenable dans la conception des nouveaux projets touristiques
- Examen des progrès réalisés

Le tourisme soutenable n'est pas un modèle fermé. Il est au contraire une stratégie ouverte et flexible, adaptée aux singularités territoriales et économiques de l'espace récepteur

5. Comment s'orienter dans les différentes définition du tourisme?

Le tourisme soutenable est essentiellement un tourisme durable, dimensionné et respectueux de l'environnement, intégré et diversifié, planifié, économiquement viable et participatif .

Durable: le TS ne se base pas sur la croissance à court terme de la demande mais sur l'effet à moyen et long terme du modèle touristique adopté. Le TS tente de mettre en harmonie la croissance économique avec la préservation de l'environnement et l'identité locale, facteurs qui constituent le principe actif du développement touristique dans le futur.

Dimensionné et respectueux de l'environnement: le TS doit être dimensionné dans le temps et dans l'espace. Dimensionner dans le temps signifie réduire les effets du caractère saisonnier. La concentration des flux touristiques dans des périodes de temps très réduites augmente l'impact réel sur les espaces patrimoniaux et accentue la dépersonnalisation de l'expérience touristique. Dimensionner dans l'espace signifie déterminer la capacité d'accueil du territoire et limiter l'affluence des touristes en fonction des caractéristiques physiques des espaces. Le TS définit un seuil des visiteurs garantissant la conservation de ces espaces et la qualité de l'expérience touristique.

Intégré et diversifié: l'offre touristique doit être le résultat naturel des ressources locales: le patrimoine architectural, les fêtes, la gastronomie, les rapports avec la mer, avec le désert ... le tourisme ne peut être un élément étranger à l'identité de la zone, mais un élément intégré à la richesse culturelle et économiques de celle-ci. En ce sens, la "monoculture touristique" doit être remplacée par des modèles diversifiés où le tourisme occupe une part importante de la structure économique. De même, le modèle touristique soutenable est ouvert vers l'arrière-pays de sorte que les espaces naturels proches des localités voisines et celles de l'intérieur fassent obligatoirement partie de la même offre touristique. La diversité urbaine, paysagère et naturelle de cet ensemble renforce l'attractivité de l'offre.

Planifié: le TS est un tourisme planifié qui implique une analyse sérieuse des conditions présentes et des perspectives futures, et la prise en compte au moment de la décision des diverses variables qui interviennent dans le processus touristique.

Economiquement viable: le TS ne signifie pas une réduction de la pratique touristique. Au contraire, il se propose d'être un modèle alternatif qui ne renonce pas à la viabilité économique et recherche le bien-être de la communauté locale. Il ne pose pas comme priorité la croissance rapide des revenus du tourisme, mais la nature et la viabilité dans le temps des investissements.

Participatif: le TS est essentiellement une stratégie de reconversion du modèle traditionnel incorporant de nouveaux paramètres de gestion. Cette stratégie ne peut être mise en œuvre sans la participation active de tous les agents intervenant dans le processus touristique: entreprises touristiques, administration locale, population résidente et visiteurs. Le consensus et la démocratie active sont les principes de base soutenant ce modèle.

6. Le concept d'écotourisme

«L'écotourisme a pour point de départ le tourisme de nature. Au-delà de l'appréciation et de l'observation de la nature, il implique de la part du tour-opérateur et de ses clients un certain degré de responsabilisation par rapport à la destination visitée, un respect des sites et des cultures locales, un engagement, une implication personnelle, qui visent à minimiser l'impact des visites, à maximiser les retombées financières locales et à contribuer à la conservation et au développement durable de la région visitée.

Pour parler d'un produit ou d'une destination écotouristique, il faudra donc réunir les composantes suivantes:

- Il comprend des aspects pédagogiques et d'interprétation de la nature.
- Il est généralement organisé pour des petits groupes mais pas forcément par des petites entreprises locales. Des opérateurs étrangers de tailles différentes organisent, mettent en place et/ou commercialisent également des circuits écotouristiques, généralement pour des petits groupes.
- Il minimise les impacts négatifs sur le milieu naturel et l'environnement socioculturel.
- Il soutient la protection des zones naturelles:
 - en générant des bénéfices économiques pour les communautés locales, les organisations et les autorités qui gèrent les zones naturelles avec des objectifs de protection de la nature,
 - en étant source d'emploi et de revenus alternatifs pour les communautés locales,
 - en sensibilisant à la fois les populations locales et les touristes à la protection de la nature et de la culture.

Dans le cadre de l'Année Internationale de l'Écotourisme (AIE) proclamée par les Nations Unies en 2002, l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) a décidé de se doter de données quantitatives et qualitatives sur le marché de l'écotourisme au niveau mondial. Elle a lancé une étude concernant les pays européens suivants: Allemagne, Espagne, France, Italie, Autriche et Grande Bretagne, ainsi que dans le reste du monde.

Les objectifs de ces études sont d'évaluer le marché actuel du tourisme de nature et de l'écotourisme dans le monde, d'estimer son volume, de décrire ses caractéristiques, les grandes tendances, les perspectives de développement et le profil des consommateurs, de donner une typologie des produits, des destinations préférées, des principaux moyens de communication et de commercialisation utilisés, de définir le rôle des tours-opérateurs dans le développement de ce marché.

7. Le tourisme dans les zones côtières

Le développement touristique des zones côtières est traditionnellement basé sur un modèle de croissance extensive dont les caractéristiques principales sont les suivantes:

- Un système de gestion visant essentiellement l'augmentation du nombre des visiteurs, indépendamment de la capacité d'accueil du territoire;
- La priorité donnée aux bénéfices à court terme, au détriment des effets à moyen et long termes sur l'environnement;
- L'homogénéité et la standardisation de l'offre touristique, reproduisant partout les mêmes formes d'occupation du territoire et les mêmes structures architecturales;
- Une faible présence de la culture et des traditions locales dans la définition de l'offre touristique;
- Une forte pression sur l'environnement provoquant de graves impacts sur celui-ci et détériorant les richesses naturelles et la qualité paysagère du territoire.

8. Evaluation de la Capacité d'Accueil (ou Evaluation de la Capacité de Charge)

En général, l'expérience relative à l'application de la capacité de charge (ou capacité d'accueil) dans la gestion des destinations touristiques des pays européennes est bien limitée. Le tourisme crée et exerce des pressions sur l'environnement naturel et culturel, et par conséquent, sur les ressources, les structures sociales, les modèles culturels, les activités économiques et l'utilisation des terres dans les communautés locales dans la

mesure où des pressions pareilles sont considérées de créer des problèmes au tourisme ou de changer considérablement le fonctionnement de la nature et de la communauté locale.

La question de développement touristique devient de plus en plus l'objectif d'une stratégie locale pour le développement durable; dans ce cas-là, déterminer la capacité des systèmes locaux de soutenir le tourisme s'avère un question prioritaire.

MODULE 1B : DEVELOPPEMENT DU TOURISME DANS LES PAYS DE LA MEDITERRANEE

1. Caractéristiques de la Méditerranée

La nature

La Méditerranée est une mer fermée où les processus tectoniques sont toujours actifs dans sa partie Est dont la morphologie est extrêmement complexe. Avec sa nature hydrologique et climatique unique, cela fait de la Méditerranée un prototype pour l'étude à l'échelle mondiale et une importante zone pilote pour les différents types de recherches.

Il s'agit d'un bassin profond (la profondeur moyenne est d'environ 1.500 m) mais qui est composé de plusieurs sous-bassins bien distincts, répartis en deux groupes majeurs, occidentaux et orientaux, communiquant à travers le Canal de Sicile. La longueur totale de la côte méditerranéenne est d'environ 46.000 km, dont 19.000 km insulaires. Environ 54% de la côte méditerranéenne est rocheux; le reste est constitué de basses côtes sédimentaires.

Pour ce qui est de la circulation d'eau générale, on peut distinguer les "eaux atlantiques" en surface, qui circulent de l'Ouest vers l'Est avec une salinité croissante due à l'évaporation. Avec la baisse de la température en hiver, ces eaux sont poussées vers un nouvel équilibre, descendant jusqu'à 200 mètres de profondeur, où elles provoquent une circulation intermédiaire et deviennent les "eaux intermédiaires Est". La circulation profonde ou abyssale Nord-Sud, très peu connue, caractérise les eaux lourdes et froides, appelées "eaux de fond ou d'hiver" qui se forment en hiver dans la mer Ligurienne et Adriatique. Elles sont riches en substances organiques nutritives qui, déposées sur le fond de la mer, ne circulent plus en raison des faibles connexions verticales (à l'exception d'upwelling saisonniers) entre les trois types horizontaux de circulation.

L'hydrologie de la Méditerranée fait que toutes les substances rejetées dans la mer au cours des deux dernières décennies à des endroits particuliers, sont réparties aussi bien en surface qu'en profondeur. Vu la période de renouvellement en Méditerranée (de 80 à 100 ans), elles sont en partie présentes jusqu'à nos jours.

Comparée à celle d'autres mers ou océans, la productivité primaire des parties centrales de la Méditerranée de l'Est et de l'Ouest, ainsi que de nombreuses autres zones côtières hors de l'influence des grands fleuves ou des zones urbaines, est plutôt faible. Au sein de leur évolution annuelle, les interactions entre les différents groupes d'organismes et leur réponse aux changements naturels, sont spécifiques à chaque sous-bassin ou sous-système méditerranéen, comme cité plus haut.

En termes généraux, la vie marine en Méditerranée est caractérisée par une faible biomasse et une forte diversité. Cette diversité est observée même au niveau des communautés: comparées à celles de l'océan Atlantique, les communautés marines méditerranéennes sont riches en espèces, avec des individus plus petits et un cycle de vie plus court.

Comme dans les autres mers, les relations entre la diversité d'espèces et les écosystèmes est toujours peu connue. Dans le contexte d'une pression anthropique croissante, on se demande jusqu'à quel point l'intégrité des écosystèmes peut être soutenue face à une

diminution drastique, parfois proche de la disparition, de certaines espèces méditerranéennes.

Caractéristique	Unité	Donnée
Surface de la mer	millions de km ² /millions de miles ²	2,5/0,965
Direction Est-Ouest	miles/km	2.500/4.000
Direction Nord-Sud	miles/km	500/800
Profondeur moyenne de l'eau	km/yd	1,5/1.640
Profondeur de l'eau, Détroit de Gibraltar	mètres/pieds	97/320
Profondeur de l'eau, Bosphore	mètres/pieds	70/200
Longueur totale de la côte	milliers de km	45
Longueur de la côte insulaire	milliers de km	17,7
Région littorale méditerranéenne, surface	millions de km ² /millions de m ²	1,5/0,579
Pays (*)	no.	21
Territoires autonomes	no.	1 (**)
Urbanisation	% de la côte	65
Population côtière, total méditerranéen, 1980	millions d'habitants	84,5
Population côtière, total méditerranéen, 2000	millions d'habitants	123,7
Population côtière, total méditerranéen, croissance % 1980/2000		46
Pression démographique, 2000 (habitants et milliers par km de côte touristes)		5.700 à 6.600
Pression démographique, 2025 (habitants et milliers par km de côte touristes)		11.000 à 12.200
Centrales électriques: existantes/planifiées/ total no. méditerranéen		112/43/155
Centrales électriques: existantes/planifiées/total – no. rive Nord		60/4/64
Centrales électriques: existantes/planifiées/total – no. rive Sud		52/39/91
* Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Chypre, Egypte, Espagne, France, Grèce, Israël, Italie, Liban, Libye, Malte, Maroc, Monaco, Slovénie, Syrie, Tunisie, Turquie, Fédération yougoslave (Serbie et Monténégro)		
** Entité de Gaza, Cisjordanie		

Source: Vallega, 1999

Figure 1: La Méditerranée – données principales

Eau et sols

L'eau douce est cruciale non seulement pour le maintien de la vie humaine mais aussi pour le développement et le fonctionnement de l'industrie et de l'agriculture modernes. En Méditerranée, la composante renouvelable (précipitations moins évapotranspiration) des ressources en eau douce, qui s'écoule à travers les nappes aquifères, les courants et les lacs, est distribuée de manière inégale dans le bassin, entre les pays (72% au Nord, 23% à et 5% au Sud) et les populations.

L'apport naturel de l'eau douce est assuré par les pluies caractéristiques de deux saisons principales: faibles en printemps et fortes en automne, séparées par des étés chauds et secs. Les pluies sont le plus souvent fortes mais de courte durée, causant des inondations catastrophiques. L'eau de pluie passe à travers le sol et les roches perméables, pour alimenter les cours d'eau, les lacs et les nappes souterraines. La géomorphologie interrompue du bassin méditerranéen, particulièrement dans ses parties Nord, Sud-Est et Est, assure un écoulement relativement rapide des fleuves vers la mer, charriant une grande quantité d'effluents urbains et industriels et de sols érodés provenant des zones humides, agricoles ou urbaines (voir carte 1). Pour cette même raison (géologie interrompue), les nappes souterraines et les bassins fluviaux méditerranéens sont généralement petits.

A l'exception des bassins de certains grands fleuves (Nil, Pô, Rhône, Ceyhan Drini, Neretva, Buna, Ebre, Tibre), presque 60% du territoire du bassin méditerranéen est occupé par des petites vallées fluviales. Dans certaines zones deltaïques, la terre et la mer sont intimement liées par la formation de lagunes côtières et de systèmes d'étangs. Par ailleurs, il semble que l'apport d'eau dans la mer Méditerranée a diminué de manière dramatique au cours des derniers 40 ans en raison de la construction de barrages et de l'irrigation.

Comme conséquence directe, il est estimé que la charge totale de sédiments dans la mer Méditerranée est probablement réduite de 70%, alors qu'en même temps la déforestation a joué le rôle principal dans la modification du régime hydrologique en encourageant l'érosion des sols et en introduisant l'irrégularité dans le système de ruissellement naturel.

Aujourd'hui, les changements à long terme (naturels et causés par l'homme) dans le cycle hydrologique représentent un problème crucial au niveau de la région méditerranéenne, particulièrement en relation avec l'importance des précipitations pour bon nombre de pays riverains, dont la variation est en partie la conséquence des changements climatiques.

Changements climatiques et élévation du niveau de la mer

En Méditerranée comme dans d'autres parties du monde, les impacts potentiels des changements climatiques comprennent: la sécheresse, les inondations, les changements dans l'érosion des sols et la désertification, les orages, l'érosion côtière, les changements de température et de salinité de l'eau de mer, l'élévation du niveau de la mer et la réduction de la biodiversité, et ce, très souvent, venant exacerber les problèmes existant déjà dans les pays riverains. Alors que les changements climatiques sont le plus souvent mesurés sur la base des variations de la température et des précipitations, dans la gestion des zones côtières c'est souvent la prévision de l'élévation du niveau de la mer qui constitue l'aspect le plus préoccupant de l'impact des changements climatiques sur les zones côtières.

En Méditerranée, où les fluctuations du niveau de la mer dans le passé ont été largement dominées par les effets de la tectonique locale, les changements climatiques peuvent devenir un facteur de risque complémentaire, affectant particulièrement les plus importantes zones humides et les terres basses dans les différentes parties du littoral. L'étude de ces zones à "risque élevé", ainsi que d'autres espaces méditerranéens, montre que les effets causés par l'homme augmentent considérablement les problèmes associés à l'élévation du niveau de la mer, notamment par le biais de:

- la réduction de l'apport de sédiments par les fleuves;
- la destruction des protections naturelles de la côte, telles que les dunes de sable et les cordons côtiers, au profit de l'urbanisation et des activités commerciales ou touristiques;□

-
- la surexploitation des eaux souterraines qui peut contribuer à l'affaissement des terrains (subsidence) du fait de l'abaissement des surfaces piézométriques des nappes aquifères confinées et des phénomènes de compactage.

En Méditerranée, l'élévation du niveau de la mer est estimée dans une fourchette entre 12 et 30 cm d'ici l'an 2100. A en juger par un scénario établi sur la base des données issues de recherches récentes en Méditerranée, l'élévation du niveau de la mer est estimée dans une fourchette entre 12 et 30 cm d'ici l'an 2100.

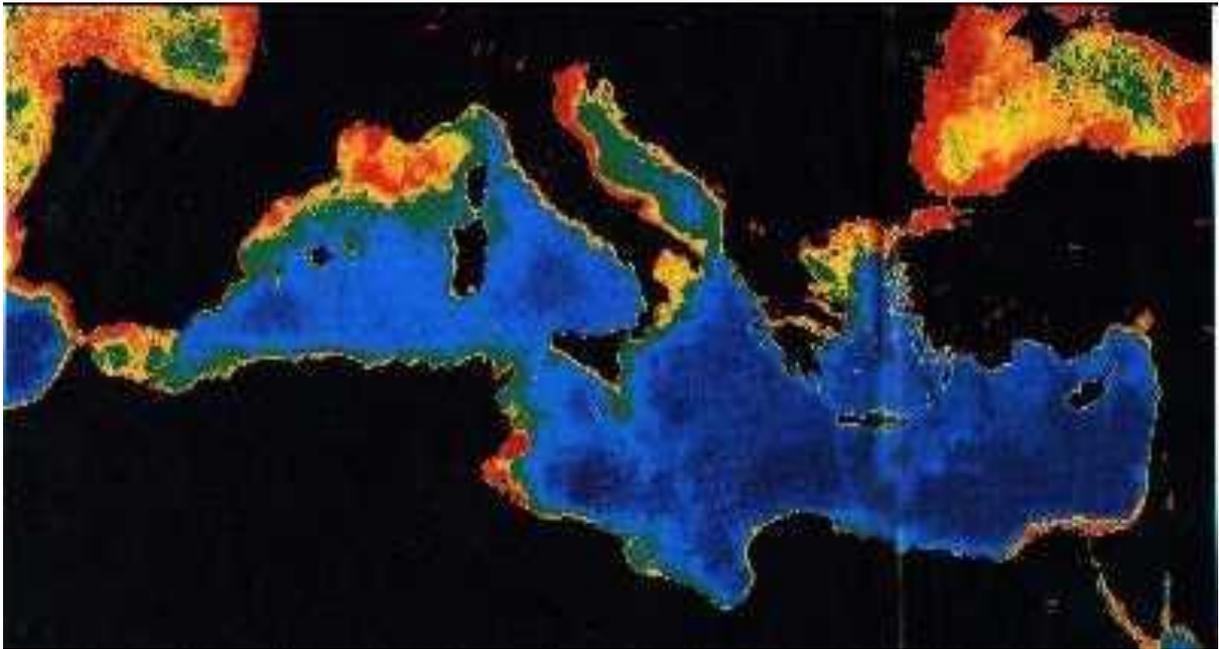


Figure 2: Image satellitaire du bassin méditerranéen (Source: Jeftic et al., 1992)

Etat de l'environnement

S'agissant de l'état de l'environnement côtier, les principaux facteurs déterminants sont:

- la relation existant entre les apports de déchets et la capacité de dispersion des masses d'eau (sous-bassin, golfe, baie, estuaire, etc.) et de la Méditerranée dans son ensemble;
- la stratification de la mer selon la densité des eaux, qui à la fois arrête les flux de polluants vers le fond et provoque des zones d'accumulation au niveau des sédiments profonds;
- l'importance de la population, de l'occupation des sols et des activités génératrices de déchets.

Compte tenu des facteurs précités et sur la base des séries disparates de données disponibles au niveau régional, il est très difficile de se faire une idée d'ensemble sur les niveaux de pollution marine dans le bassin méditerranéen. Bien que les données environnementales et les paramètres de pollution soient encore pauvres pour les eaux profondes, leur état est généralement considéré comme satisfaisant.

Toutefois, des concentrations significatives de certains contaminants, tels que le plomb et le cadmium, ont été trouvées dans les canyons profonds bordant le plateau continental. Vu que le temps de résidence des eaux à ces profondeurs est certainement plus long que dans les couches supérieures, le risque d'accumulation de polluants est réel à long terme.

Une autre manifestation de l'accumulation dans les canyons marins profonds à partir du plateau continental est la présence de *déchets solides* ou débris difficilement dégradables: environ 100 pièces/km² (principalement sacs et bouteilles en plastique) ont été trouvées sur le plateau continental à moins de 200 m de profondeur, leur densité variant entre 700 et 4.000 pièces/km² à une profondeur de 200 à 1.000 m, et le maximum ayant été trouvé dans les canyons marins profonds.

Dans les zones côtières, la présence de "*points noirs*" de pollution, tels qu'ils ont été définis par les Etats méditerranéens et le Plan d'action pour la Méditerranée (PAM), situés d'une manière générale dans des baies et golfes semi-fermés à proximité des grands ports, villes et zones industrielles, est probablement le problème majeur de la mer Méditerranée. D'après le Programme d'Actions Stratégique visant à Combattre la Pollution due à des Activités Menées à Terre (PAS MED), les principaux apports et impacts concernent: les eaux usées municipales et les micro-organismes qu'elles contiennent, les déchets solides urbains, la pollution atmosphérique, les polluants organiques persistants (POP) y compris les pesticides, les PCB et HAP, les métaux lourds, les huiles, les substances radioactives, les substances nutritives et en suspension, et enfin les altérations physiques et l'extinction d'habitats. Toutes ces substances et leurs impacts sont le résultat du développement urbain et industriel. Ils ont été utilisés pour évaluer les "points noirs" prioritaires ou les "zones côtières où l'environnement marin est pollué par une seule ou plusieurs sources de pollution ponctuelle ou diffuse, risquant d'affecter de manière significative la santé publique, les écosystèmes, la biodiversité, la durabilité ou l'économie" (UNEP/MAP, 1999).

Ainsi, 100 points noirs prioritaires ont été identifiés dans 19 pays méditerranéens. Bien que ces zones n'abritent pas tous les sites pollués du bassin méditerranéen, elles représentent la majeure partie de la charge polluante pour la plupart des contaminants domestiques ou industriels.

Bien que considérée comme un problème réel dans la plupart des pays méditerranéens, *l'érosion côtière* a été très peu étudiée. Pour ce qui est des pays européens, c'est grâce aux résultats de deux projets spécifiques (CORINE et LACOAST) que l'on a pu estimer que 25% de la côte adriatique italienne et 74% de la côte égéenne montraient des tendances à l'érosion, tandis que 50% de la ligne de côte totale en région euro-méditerranéenne sont considérés comme stables.

L'occupation des sols et la pollution de la mer affectent la distribution, *l'abondance et la survie de la flore et de la faune*, ainsi que les écosystèmes dans lesquels ces dernières sont organisées. Dans les zones gravement affectées ou polluées, les communautés benthiques telles que *Echimodermata*, *Crustacea* et autres, disparaissent rapidement, tandis qu'un petit nombre d'espèces de *Polychaeta* représente entre 70 et 90% de la richesse totale. Parmi les premières espèces disparues du fait de conditions fortement stressantes, figurent les grands animaux benthiques dont les activités de bioturbation sont d'une importance primordiale pour l'écosystème benthique.

Lorsque l'enrichissement en matières organiques excède le potentiel de reminéralisation par les organismes benthiques, des zones anoxiques s'établissent et le fond de la mer est

couvert par des tapis de bactéries. Bien que ce type de changement de l'écosystème soit réversible, les conséquences en sont graves lorsque les fonds affectés constituent un habitat critique et un lieu de reproduction, par exemple de la posidonie marine.

Une des plus importantes sources de dégradation de l'environnement est la *perte d'habitats* de certaines espèces menacées d'extinction due à la compétition avec les activités humaines. A titre d'exemple, 1.500 km de la côte euro-méditerranéenne sont considérés comme artificiels, occupés principalement par les ports (1.250 km). La perte et la dégradation des zones humides (de 3 millions d'hectares à l'époque romaine à 200.000 hectares en 1994, soit une réduction de 93%) ont également été identifiées comme une menace sérieuse pour de nombreuses espèces aquatiques, particulièrement les espèces d'oiseaux pratiquant le littoral méditerranéen.

L'introduction de nouveaux organismes, sous forme d'espèces exotiques ou de variétés hautement sélectionnées, peut présenter un risque pour l'écosystème concerné. D'une manière générale, il est estimé qu'environ 80% des espèces introduites en Méditerranée (par voie naturelle, à travers le Canal de Suez ou le Détroit de Gibraltar, ou accidentellement, par les bateaux ou autre) n'affectent pas les communautés indigènes. Toutefois, certaines espèces peuvent avoir un impact écologique immédiat au niveau de la communauté en infligeant des changements en termes de compétition inter-spécifique et de prédation, et/ou des changements dans les caractéristiques environnementales elles-mêmes, sous l'influence de certains organismes et d'une possible dégradation génétique du stock indigène.

Culture et patrimoine

Le patrimoine culturel méditerranéen, dans ses expressions aussi bien "matérielles" (monuments, villes historiques, sites archéologiques ...) que "abstraites" (langues, littérature, traditions, coutumes...), constitue une importante ressource de la région méditerranéenne. Presque partout en Méditerranée, la stratification d'un grand nombre de passés différents et intriqués est un fait permanent et normal dans la vie de tous les jours.

Il ne s'agit pas seulement de monuments ou de sites historiques, dont la concentration est extrêmement forte, mais aussi de certains autres "biens" de la même importance: les colonies de l'ancienne Grèce, les centres étrusques et les villes romaines, celtiques et musulmanes, la diversité de la configuration des paysages, les systèmes d'agglomérations et les réseaux de communication. Sur cette base fertile, la diversité culturelle à l'échelle locale s'est développée avec le temps, jusqu'à aujourd'hui où les zones côtières méditerranéennes et les petites îles forment un réseau extraordinaire et complexe d'unités culturelles, chacune dotée de sa propre histoire, de ses traditions, de son type d'occupation des sols, de ses modèles de comportement social et sa propre façon de percevoir le monde et l'existence de l'homme. Comme partout dans le monde, la mondialisation, c'est-à-dire la standardisation des systèmes économiques, des agglomérations urbaines et des comportements sociaux, menace cette identité culturelle représentée au niveau des communautés locales.

Par ailleurs, comme cela a déjà été le cas au cours des périodes historiques précédentes, la disparité économique entre l'Union européenne et les autres régions autour du bassin méditerranéen (particulièrement entre les régions du Sud et du Nord-Ouest) ont provoqué des migrations intensives qui contribuent à la diversité culturelle de certaines communautés urbaines, en premier lieu dans les pays européens de la Méditerranée.

Un des liens les plus évidents avec le patrimoine culturel sont les paysages créés par l'homme, traditionnellement structurés autour des principales composantes

méditerranéennes comprenant la mer, la côte et les montagnes. Cependant, au cours des derniers cinquante ans, la concentration des populations et des agglomérations autour de la Méditerranée s'est accélérée à des taux auparavant inconnus et continue à augmenter, surtout sur la rive Sud.

D'une manière générale, les ressources paysagères les plus exposées aux risques sont celles qui ont contribué au renom de la zone et au tourisme. Un des exemples extrêmes de concentration urbaine est la Principauté de Monaco où, au début des années 60, le paysage s'est radicalement transformé, d'un mélange de cultures de citronniers et d'oliviers dans des jardins de villas du 19^e siècle en un territoire presque entièrement construit. Là et ailleurs, la différence entre le présent et le passé ne repose pas tant sur les sites d'urbanisation et/ou les activités humaines mais plutôt sur le fait que ces sites ont été d'abord adaptées aux besoins de visiteurs venant de centres métropolitains lointains.

2. Développement du tourisme dans la Méditerranée

Données principales

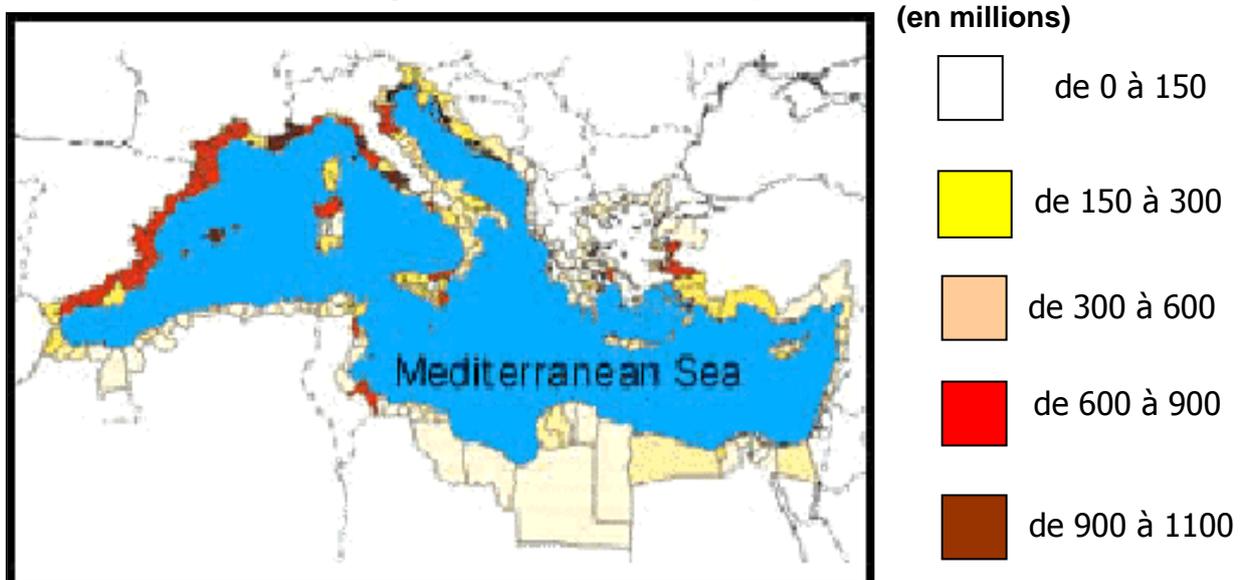
En raison de sa position favorable en terme de géographie et de transport, de son climat doux, de ses beautés naturelles, de son héritage culturel et architectural, le bassin méditerranéen est la principale région touristique du monde, attirant 30% des arrivées internationales et représentant 28% des recettes du tourisme.

- **231 millions d'arrivées**
- **130 millions de US\$**
- **1/3 du total des arrivées internationales**
- **27% des recettes touristiques**

Figure 3. Données principales concernant le tourisme

Entre 1990 et 2000, le nombre de touristes internationaux en Méditerranée s'est accru de 160 à 232 millions, le taux de croissance moyenne étant de 33% par an. Sur la même période, les recettes venant du tourisme international augmentaient de 74 à 131 millions de US\$, au taux moyen de 27%.

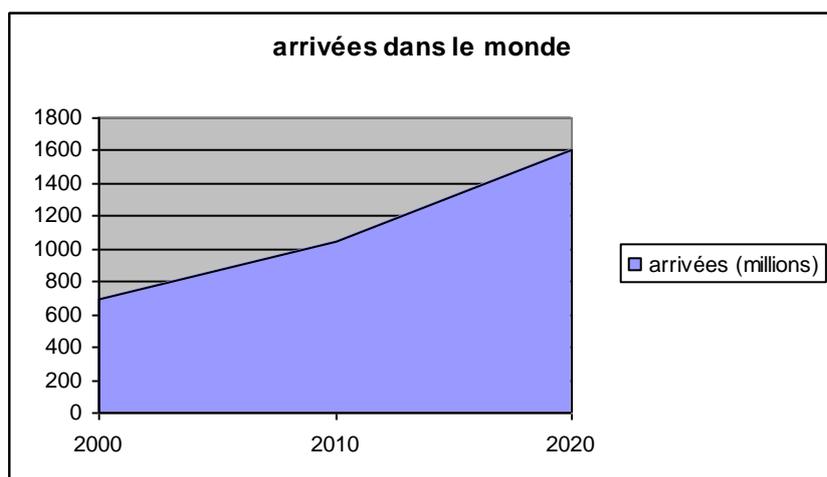
Figure 4. Nombre de touristes (en millions)



Tendances

Les prévisions de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) soulignent une tendance à la hausse en future. En 2010 on registrera plus d'un milliard d'arrivées dans le monde, qui seront 1 milliard et 600 en 2020.

Figure 5. Prévision concernant le tourisme



Un ajustement permanent du produit touristique à la demande instable, accompagné d'un ajustement du marché touristique, s'avère cependant indispensable. Le bassin méditerranéen, pris dans son ensemble, n'est pas encore entièrement saturé et continuera à être à la pointe de la demande touristique internationale. Celle-ci dépendra de la stabilité des conditions politiques et économiques, car le tourisme a tendance à se déplacer vers des régions plus organisées et écologiquement mieux préservées.

Caractéristiques principales du tourisme méditerranéen

Aujourd'hui, en Méditerranée comme dans beaucoup d'autres parties du monde, le tourisme est un des secteurs fondamentaux du développement. Il est estimé que plus de 6 millions de personnes sont employées directement ou indirectement dans l'industrie touristique et de loisirs ou dans le secteur culturel.

Au jour d'aujourd'hui les caractéristiques principales du tourisme sont :

- de plus en plus concentré sur la côte;
- fortement saisonnier;
- prédominant dans le Nord-ouest de la Méditerranée (malgré le fait que sa croissance est relativement plus rapide dans les autres régions);
- plus varié en destinations (accessibilité aux pays les plus lointains et en voie de développement touristique moins saturés et mieux préservés) diversifié (offres de tourisme de plaisir, d'affaires, culturel, naturel, sportif, relax, santé, etc).

Les zones de développement intensif comprennent également la majorité des zones touristiques sur les deux rives de la Méditerranée, et les zones de production mixte (industrie et tourisme) sur l'ensemble de la côte Nord, où la compétition entre les différentes activités côtières est particulièrement forte.

Enjeux et problèmes

Grâce à ses différences historiques, culturelles et physiques, la Méditerranée offre aujourd'hui une mosaïque extraordinaire d'opportunités touristiques capables de satisfaire chaque composante d'un marché extrêmement complexe et varié. Toutefois, le réseau touristique mondial qui touche la Méditerranée, repose sur l'universalisation de la spécificité des lieux, régions et cultures locales. Il est donc de la plus haute importance de sauvegarder le caractère local et authentique des systèmes touristiques en les intégrant, dans la mesure du possible, dans le système socio-économique local.

On doit reconnaître que le secteur touristique a des impacts soit positifs soit négatifs sur les zones où il se développe.

En ce qui concerne les *impacts négatifs*, on peut les résumer en:

- pollution atmosphérique par une circulation des automobiles et des navires plus dense
- pollution de la mer et des eaux douces par les rejets d'eaux
- pollution de la mer par les déchets des navires
- déversement de quantités croissantes de déchets solides
- saturation des infrastructures pendant la haute saison
- perturbation des réseaux urbains provoquant la dégradation des villes anciennes
- dégradation directe du patrimoine naturel et culturel
- abandon d'activités traditionnelles
- effets négatifs en matière de identité socio-culturelle, de criminalité, de changement de vie de la population locale

Dans la plupart des pays méditerranéens, le développement des activités touristiques est un élément crucial de l'urbanisation du littoral (nouvelles zones ou sites "reconvertis"), initiant des processus locaux de croissance économique et confrontant les autorités locales à des choix de gestion difficiles dans tous les sens du mot (équipements, services, traitement des ordures et des eaux usées urbaines, déséquilibre entre les différentes saisons, etc.).

De ce fait, le tourisme de masse exacerbe la plupart des problèmes existants dans les zones urbaines: occupation des sols, consommation des ressources en eau, pollution et déchets conduisant à la disparition des habitats de nombreuses espèces sauvages (sur terre et en mer), l'abandon des activités traditionnelles (par exemple, l'agriculture et la pêche), et parfois la détérioration des valeurs culturelles.

En fait, c'est ce type de développement qui représente un danger réel pour les zones côtières les plus recherchées et pour la plupart des îles où la végétation, d'un système naturel à vocation productive (paysage agricole), se transforme progressivement en un système à caractère esthétique où prédominent les aspects décoratifs (paysages...).

Cependant, le tourisme a aussi quelques *impacts positifs* sur l'environnement. En premier lieu, il protège l'environnement physique vis-à-vis d'autres générateurs de pollution plus dangereux (l'industrie en particulier), augmente le bien-être économique de la société dans son ensemble et, par là, favorise le placement d'investissement plus considérables dans la protection des ressources naturelles ainsi que dans la protection et la reconstruction des monuments culturels, la revitalisation des centres anciennes dégradées et la requalification des centres urbaines.

Comme les ressources de grande qualité et bien préservées représentent le fondement du tourisme, un environnement salubre est extrêmement important pour l'industrie touristique, ceci pour des raisons purement économiques. C'est pourquoi la majorité des mesures d'incitation pour faire investir plus massivement dans la protection de la Méditerranée viennent justement de l'industrie touristique.

MODULE 1C - GESTION INTEGREE DE LA ZONE COTIERE (GIZC)

1. Introduction

Etant donné que l'ECA est un outil d'analyse, on peut l'utiliser au sein des outils de gestion et de planification du territoire considéré. Elle s'avère particulièrement à même de participer au processus de planification qui concerne la zone côtière (GIZC – Gestion Intégrée de la Zone Côtière). Il s'agit d'un processus de gestion des ressources visant le développement durable des régions littorales, qui sont de plus en plus menacées par plusieurs facteurs de perturbation, y compris les activités touristiques.

2. Définition

GIZC est un des acronymes utilisés en relation avec la gestion côtière. Les deux autres sont GIRL - Gestion intégrée des régions littorales, et GIL - Gestion intégrée du littoral, et on continue à débattre quel est le plus approprié. La GIZC est l'acronyme utilisé par l'ONU et, par la suite, il est connu en Méditerranée et au PNUE.

Les définitions de la GIZC sont nombreuses. Une des définitions les plus complètes est la suivant:

“processus visant à atteindre les buts et les objectifs du développement durable des zones côtières, à l'intérieur des contraintes des conditions physiques, sociales et économiques, et à l'intérieur des contraintes imposées par les institutions et systèmes légaux, financiers et administratifs”

3. Zone côtière

Aujourd'hui, la zone côtière représente un lieu d'intérêt primaire en ce qui concerne l'aménagement du territoire, car:

- Plus de la moitié de la population mondiale vit dans des zones éloignées moins de 60 km de la mer et il a été prévu que ce chiffre va monter à 2/3 en 2020;
- 2/3 des mégavilles mondiales (avec plus de 10 millions d'habitants) sont situées sur la côte, la plupart dans les pays peu développés;
- La côte est un domaine d'activité intense: elle est le siège de nombreux processus physiques, biologiques, sociaux, culturels et économiques;
- Par ailleurs, elle constitue l'interface entre plusieurs systèmes: terrestres, marins, fluviaux;
- Ainsi, les zones côtières sont le lieu de toutes les pressions démographiques, économiques et écologiques.

Et en ce qui concerne la Méditerranée :

- La population des Etats côtiers comptait environ 450 millions d'habitants en 1997. Le Plan Bleu prévoit que la population dépassera 520 millions en 2025;
- La population s'installe de plus en plus dans les zones côtières (aujourd'hui plus de 30%), accentuant ainsi le phénomène de “littoralisation” (40% de la longueur totale de la côte méditerranéenne peuvent être considérés comme “utilisables” pour les activités humaines et les sites d'urbanisation);

-
- 65% des régions littorales sont urbanisées (540 centres urbains avec plus de 10.000 d'habitants);
 - 16% de l'industrie mondiale;
 - 33% du tourisme international;
 - 438 sites du patrimoine culturel mondial de l'UNESCO.

Problèmes

Plusieurs questions et/ou problèmes sont communs à toutes les zones côtières de la Méditerranée:

- L'occupation par l'homme: l'espace côtier est soumis à une forte pression due à l'expansion des zones urbanisées et industrielles, voire touristiques. En plus, de nombreux aménagements et infrastructures y sont associés:
 - *l'urbanisation*, qui se traduit par une densification et le développement de l'habitat, même dans les zones à vocation agricole;
 - *l'industrie*, souvent située à proximité du littoral;
 - *les activités touristiques*, qui exigent de plus en plus d'espace et entrent en compétition avec les usages en place, notamment de type agricole, ou s'étalent sur des espaces naturels;
 - *les infrastructures*, qui tissent un réseau parfois dense de voies de communications, nombre d'entre elles sont réalisées en la zone du littoral provoquant des modifications profondes.
- Les perturbations en l'environnement: la présence des activités humaines en milieu côtier provoque de perturbations qui nuisent à sa qualité et à l'intégrité de ses ressources. Ces sont:
 - la pollution, qui concerne toutes les composantes de l'environnement côtier (air, sol, eau);
 - l'érosion, surtout par les interventions humaines liées aux activités touristiques;
 - l'augmentation des pressions sur les écosystèmes et perte d'habitats;
 - la perte de ressources marines, terrestres et de valeur paysagère;
 - la perte d'accessibilité au littoral;
 - la surexploitation et la salinisation des eaux souterraines;
 - la réduction des ressources côtières rares – comme l'eau.
- Les perturbations socio-économiques. L'urbanisation accrue dans les zones côtières signifie que l'espace côtier, auparavant libre ou utilisé pour l'agriculture, est inévitablement réduit, conduisant à des compétitions pour l'occupation de l'espace entre les différentes activités économiques. Cette compétition est particulièrement forte dans les zones périurbaines sujettes à des transformations radicales, qui se produisent en peu de temps et sur un espace réduit. La conséquence générale en est un déséquilibre spatial entre les zones côtières fortement développées, surpeuplées, caractérisées par une occupation des sols et une consommation intensive, et les zones de l'intérieur inévitablement moins développées, avec des densités de logement beaucoup plus faibles et une économie moins dynamique.

Définition de la zone côtière

Dans le cadre de la gestion, la définition de zone côtière change en fonction de sa nature variée. En fait, elle peut être définie comme:

“L’interface ou zone de transition entre la terre et la mer, comprenant parties de différente largeur des ces domaines. Les limites dépendent de la forme, des fonctions, des dynamiques et des objectifs fixés pour la gérer.”

En général, la délimitation se base sur trois critères principaux:

- les limites administratives,
- les limites des écosystèmes,
- les limites dans lesquelles le ou les problèmes se posent.

Les limites finales sont le résultat d’un compromis entre celles-ci.

4. Définition et caractéristiques de la GIZC

Introduction

L’interdépendance complexe et étroite des activités et des ressources explique la raison pour laquelle l’approche sectorielle n’a pas démontré une grande efficacité dans la gestion des zones côtières. Ce qui est perçu comme étant efficace et convenable pour un secteur peut très bien être incorrecte et négatif pour un autre. On a donc reconnu que la gestion efficace des zones côtières devrait être fondée sur l’analyse des activités individuelles et de leurs impacts sur l’environnement, mais également sur les effets croisés et leur influence sur les ressources côtières.

Definition

La GIZC est donc un « processus permanent, proactif et adaptatif de gestion des ressources pour le développement durable de l’environnement dans les zones côtières ».

Ainsi, la GIZC est définie comme un processus de gestion:

- Adapté aux conditions et besoins des zones côtières;
- Intégré, basé sur une approche rationnelle et des résultats scientifiques ;
- Pluridisciplinaire;
- Créant les conditions favorables au développement durable;
- Qui ne peut pas se substituer à la planification sectorielle mais qui assure l’intégration de la gestion des ressources et des secteurs individuels.

L’objectif général de la gestion côtière est de prévoir la meilleure utilisation à long terme – et durable – des ressources côtières, ainsi que la conservation perpétuelle de l’environnement côtier le plus avantageux. Il convient de souligner que la gestion des ressources et la conservation de l’environnement, au sein de la GIZC, ne sont pas incompatibles avec la croissance économique, qui suivent peut être, en rationalisant l’usage des ressources, le moteur globale de la GIZC.

En fait, spécifiquement, la GIZC vise à :

- promouvoir le développement socio-économique et le bien-être de la communauté locale, ainsi que la coopération infrasectorielle ;
- Préserver et protéger la productivité et la biodiversité des écosystèmes côtiers ;
- Promouvoir un développement rationnel et une utilisation durable des ressources de la côte.

Approche:

- de haut en bas et de bas en haut
- résoudre les problèmes plutôt que les transférer
- prévenir plutôt que remédier
- préventive

La GIZC exige une analyse bien plus exhaustive que l'approche sectorielle, et - en internalisant les effets externes - devrait générer des politiques de gestion côtière qui soient acceptables des points de vue économique, social et écologique.

Une compréhension globale des relations existant entre les ressources côtières, leurs usages et les impacts multiples du développement sur l'économie et l'environnement est essentielle pour la GIZC. Ces relations doivent être examinées et exprimées non seulement en termes physiques et environnementaux, mais aussi en termes économiques. Comme les ressources côtières sont simultanément utilisées par plusieurs secteurs économiques et sociaux, la gestion intégrée ne peut être menée à bien que si tous les usages, usagers et relations sont bien connus. En conséquence, elle est beaucoup plus complexe que l'aménagement du territoire statique et nécessite une approche pluridisciplinaire dans la gestion des processus dynamiques qui se produisent dans les milieux terrestres et marins.

La GIZC doit favoriser le dialogue vertical et horizontal, et faciliter les accords et les compromis entre toutes les parties concernées par l'utilisation des ressources côtières.

Il s'agit d'un processus participatif, impliquant une planification stratégique qui tient compte des valeurs, traditions, besoins et priorités locaux lors de la définition des priorités et des objectifs globaux de développement et de gestion des zones côtières. Les questions telles la propriété foncière et les droits de propriété devraient également être abordées dans le cadre de la gestion intégrée des zones côtières.

Plurisectorielle et intersectorielle, la gestion intégrée des zones côtières est une nécessité.

Processus de GIZC

Dans les zones côtières, où il faut souvent s'adapter à des changements rapides, la prise de décisions doit être souple et reposer sur un processus continu de planification, d'exécution et d'ajustement des objectifs. Lorsqu'il s'agit de la gestion des ressources, telle que la GIZC, les décisions sont prises en trois étapes distinctes: démarrage, planification et mise en œuvre.

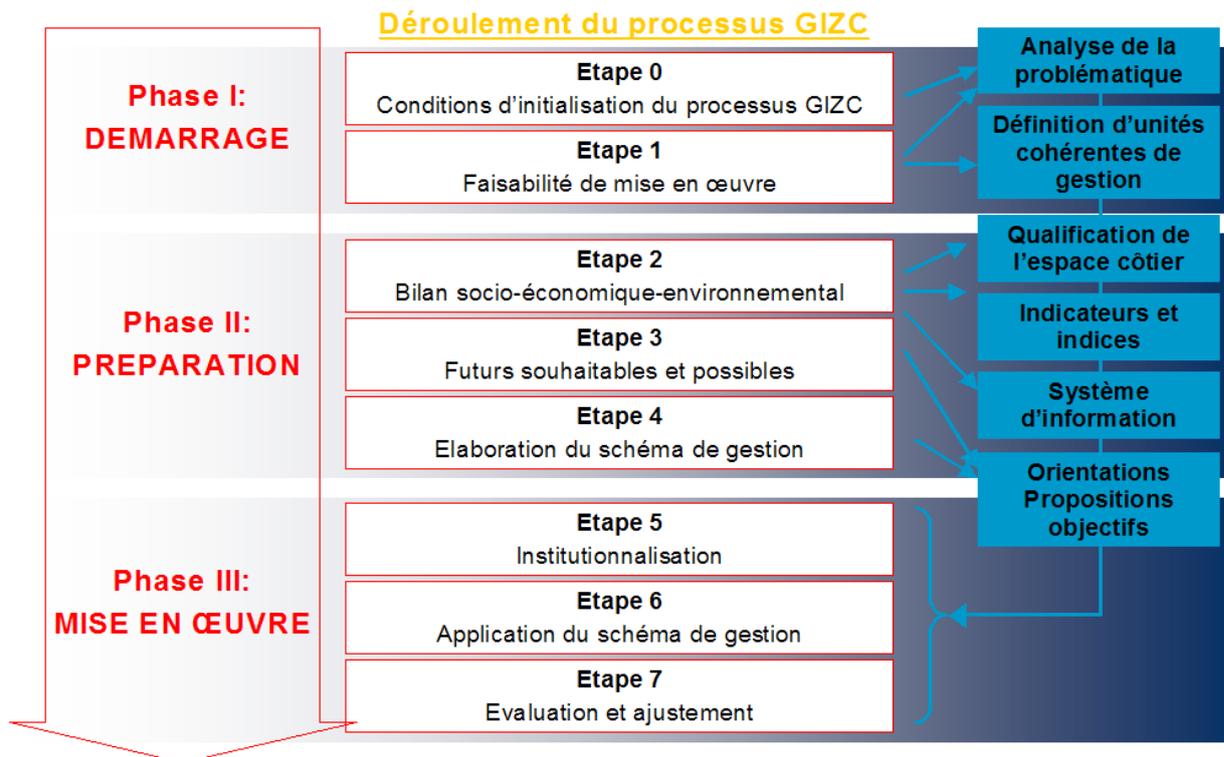


Figure 6. Processus de la GIZC (Source UNESCO. 2001. *Des outils et des hommes pour une gestion intégrée des zones côtières. Guide méthodologique – volume II. IOC Manuels et Guides n° 42*).

Dans ce cadre, c'est important de souligner que:

- La gestion intégrée des zones côtières offre l'opportunité d'aborder explicitement des aspects de ces systèmes auparavant considérés comme hors du champs de préoccupations. Une approche intégrée améliore la coordination entre la décision et l'action dans les divers secteurs (eau, forêts, agriculture, développement urbain, protection de l'environnement, etc.) et sur le plan géographique, et aboutit à une utilisation plus rationnelle des ressources et une protection plus efficace de l'environnement.
- La gestion des ressources et la conservation de l'environnement, au sein de la GIZC, ne sont pas incompatibles avec la croissance économique, qui suivent peut être, en rationalisant l'usage des ressources, le moteur globale de la GIZC. La GIZC ne peut pas se substituer à la planification sectorielle mais elle se focalise sur les liens existant entre les différentes activités sectorielles pour atteindre des objectifs plus globaux.
- Le résultat escompté sera l'optimisation des interventions sectorielles dans le temps et dans l'espace, dans le but de réduire les conflits potentiels, les lacunes éventuelles et d'éviter les doublons entre les politiques.

Outils et techniques de GIZC

La nature du développement côtier, les interactions environnementales des activités sectorielles, et les exigences complexes de gestion imposées aux décideurs et aux professionnels impliqués dans la GIZC, rendent nécessaire l'utilisation de nombreux outils et techniques spécifiques.

La plupart d'entre eux sont basés sur des méthodes qui peuvent être maîtrisées par l'expertise nationale disponible dans bon nombre de pays en développement.

Les outils et techniques suivants sont recommandés pour la réalisation de la GIZC (d'après l'expérience du PAM/PAP en Méditerranée):

- la gestion des données,
- les techniques d'évaluation (évaluation de l'environnement, évaluation des risques, évaluation de la capacité d'accueil, évaluation économique, études prospectives),
- les instruments qui accompagnent la mise en oeuvre: instruments réglementaires et économiques, négociations financières, négociations et accords volontaires, techniques de résolution des conflits.

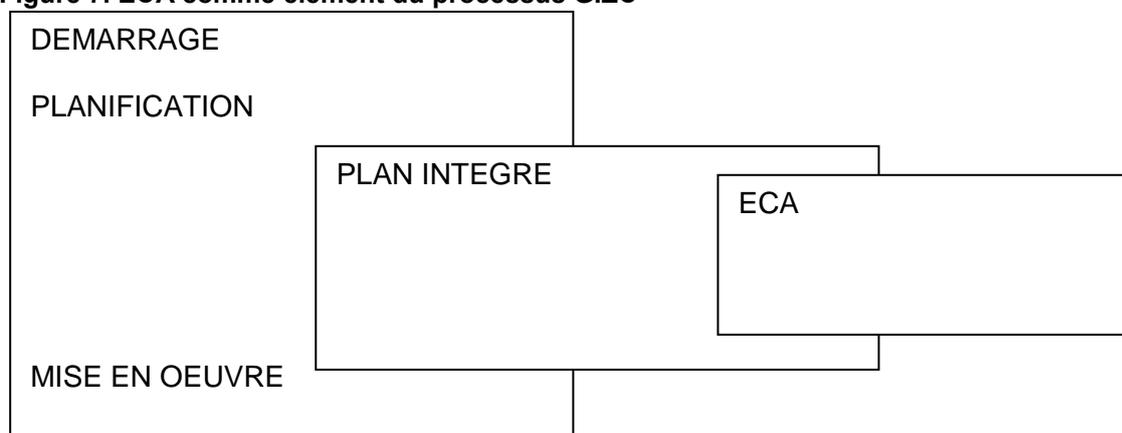
5. ECA comme outil de GIZC

On a déjà souligné que l'importance du tourisme dans la gestion intégrée des zones côtières en Méditerranée est plus grande que dans la plupart des autres régions du monde. C'est pourquoi l'ECA doit faire partie de la GIZC. En effet, le but essentiel de l'ECA est de fournir des paramètres relatifs au développement touristique qui peuvent servir à la planification d'autres activités, des voies de circulation et des infrastructures. Si l'ECA a été préparée avant le démarrage du processus de GIZC, elle doit y être intégrée ultérieurement, en conformité avec son positionnement dans la GIZC.

Le positionnement de l'ECA à l'intérieur du processus de la GIZC est défini d'après le schéma de la figure 1. Il est utile de souligner ici les différences entre les cas où l'ECA a été préparée comme faisant partie de la GIZC, et les cas où elle a été faite séparément et puis introduite dans la GIZC.

L'ECA se prépare parallèlement à la première et la seconde phase de la planification de la GIZC, qui sont constituées des activités préparatoires, des analyses et des prévisions. Une synthèse de l'ECA fera partie de l'analyse sectorielle du tourisme et des paramètres entrant dans les phases ultérieures de la planification de la GIZC.

Figure 7. ECA comme élément du processus GIZC



6. Nécessité de politiques “côtières” régionales et nationales

Introduction

Il est évident que les zones côtières méditerranéennes posent des problèmes sociaux, économiques et environnementaux complexes qui réclament une attention particulière. Les réponses doivent s'adresser au long terme et mobiliser tous les niveaux administratifs.

En Méditerranée, on s'est très vite rendu compte que les problèmes de qualité du milieu marin sont liés aux activités humaines, nombre d'entre elles étant concentrées dans la zone côtière. De ce fait, la protection de l'environnement a été très vite associée au contrôle des activités humaines. Dans cette optique, la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) a été largement reconnue comme la meilleure démarche de mise en cohérence des activités de gestion des zones côtières.

Du point de vue institutionnel, la prise en charge de la GIZC dans le monde entier revient au niveau national, malgré le fait que bon nombre de problèmes sont de nature régionale ou locale. Les réponses varient selon les particularités du stade de développement, du contexte institutionnel et des problèmes d'environnement/développement. Il est évident qu'il existe plus d'une voie de mise en œuvre de la GIZC.

Bien que les problèmes côtiers soient pour la plupart très localisés, on a tout intérêt à développer des actions communes. Par rapport aux autres régions du monde, la Méditerranée est probablement la plus avancée en termes de coopération en matière de GIZC. Cette collaboration est établie sur la base solide représentée par le Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM) et, plus récemment, dans le contexte d'autres initiatives dont plus particulièrement le Partenariat Euro-méditerranéen, EUROMED.

L'activité principale du PAP est la gestion intégrée des zones côtières. Grâce à son expérience, le PAP a accumulé une quantité considérable de connaissances dans ce domaine et a abouti, conjointement avec d'autres composants du PAM, à des résultats tels que la méthodologie, les directives, les outils et techniques pour la GIZC.

Niveau régional et transnational

La Phase II du Plan d'Action pour la Méditerranée, adoptée en 1995, fournit un cadre régional souple pour une approche intégrée liée à un choix de politique proactive. Cette application s'adresse à un ensemble composé d'une part de l'Unité de Coordination du PAM (Unité MED), de ses Centres d'Activités Régionales (CAR), de la Commission Méditerranéenne du Développement Durable (CMDD) et, d'autre part, des Parties contractantes qui disposent de l'autorité en matière d'aménagement du territoire (occupation des sols, aménagement régional, développement urbain) et de planification sectorielle. Dans ce contexte, l'Unité MED peut se charger de faciliter la communication et appuyer le développement de la coopération entre les principaux organismes internationaux et supranationaux, ainsi qu'entre les pays méditerranéens eux-mêmes, dans le but de développer une vision stratégique commune et, de là, un plan d'action partagé.

La CMDD peut assurer le rôle d'intermédiaire pour faciliter la communication et sensibiliser les Parties contractantes, les Centres d'Activités Régionales du PAM, la société civile et le secteur privé.

La coopération entre les différents Centres d'Activités Régionales (CAR) du PAM devrait être renforcée, en premier lieu par le biais d'une mise en œuvre coordonnée de projets nationaux et/ou locaux tels que les Programmes d'Aménagement Côtier (PAC).

Cet effort de coordination devrait être plus particulièrement centré sur les deux CAR "horizontaux" et complémentaires que sont le Centre d'Activités Régionales pour le Programme d'Actions Prioritaires (CAR/PAP) et le Centre d'Activités Régionales pour le Plan Bleu (CAR/PB), appuyés par l'intervention des autres CAR thématiques selon les besoins.

La coopération transnationale, telle que l'accord RAMOGE (Italie/Monaco/France), devrait être encouragée par le PAM et utilisée comme un moyen complémentaire de développement des activités de GIZC à une échelle intermédiaire plus large et écologiquement cohérente.

Des ponts et une coordination améliorés entre les différentes initiatives régionales sont nécessaires. EUROMED (Partenariat Euro-méditerranéen) et METAP (Programme Environnemental d'Assistance Technique pour la Méditerranée) peuvent, par exemple, encourager et appuyer de manière significative les activités nationales et locales en matière de GIZC. Le développement d'une politique côtière au niveau européen pourrait venir enrichir le projet de gestion des zones côtières du SMAP (Programme d'Actions Prioritaires à Court et Moyen Termes pour l'Environnement).

Niveaux national et local

Très probablement, dans toute la Méditerranée, le niveau national conservera un rôle important dans la gestion intégrée des zones côtières. Il sera donc nécessaire de procéder dans les meilleurs délais au renforcement des capacités afin d'impulser plus d'opérationnalité à ce niveau. Le PAM devrait encourager les Parties contractantes à créer des réseaux et intensifier les échanges d'expériences en matière de pratiques de gestion des zones côtières, et ce dans le but de développer davantage les règlements et instruments nationaux.

Un autre champ d'action pour la promotion de la GIZC au sein du PAM-Phase II est l'élaboration ou l'utilisation d'agendas nationaux et locaux relatifs au développement durable, comme conséquence du processus de Rio (Agenda 21) et des résultats de la Conférence "Med 21" sur le développement durable.

La planification devrait être considérée comme l'élément central dans l'instauration de la GIZC aux niveaux national et local. Elle devrait être conçue comme un processus dynamique et adaptable pour la gestion, impliquant des décisions stratégiques qui mettent en rapport la gestion intégrée des zones côtières et le développement durable.

La GIZC en pratique

Du fait que la GIZC exige de nouveaux modes d'analyse, de planification et d'action, et que souvent ce type d'approche est peu connu ou évité, initier un processus qui soit intégré et participatif, et qui réponde aux valeurs et préoccupations de la population et du lieu, est un souci majeur de l'opérateur GIZC.

Ingrédients de la réussite

Il s'agit d'agir aux différentes échelles spatiales en Méditerranée (régionale, nationale, locale), en travaillant à leur mise en synergie. L'action régionale doit reconnaître que la définition des politiques au niveau national est cruciale. L'action au niveau national est quant

à elle indispensable pour promouvoir des politiques et programmes d'action susceptibles d'encourager les initiatives locales.

La mise en œuvre des programmes nationaux doit pouvoir s'appuyer sur une participation plus importante des niveaux locaux de gouvernement. Cette imbrication étroite entre échelles et programmes doit être encouragée et mise en valeur, si l'on veut assurer une appropriation élargie de leur contenu et définir des partenariats productifs aux niveaux régional, national, et local. Des leaders capables d'identifier et d'utiliser les opportunités, de chercher et d'obtenir la coopération des acteurs clés, et d'assurer au programme/projet une priorité nationale, sont cruciaux. Une tâche centrale dans la gestion des zones côtières est la médiation parmi les différentes façons de regarder le passé, le présent et le futur.

C'est un processus qui implique tous les groupes d'intérêt et vise à maintenir leur implication dans toutes les phases de planification et de gestion des actions et ainsi garantir la réalisation des objectifs.

Se concentrer sur les questions clés et décider lesquelles, où et quand, devront être traitées, font partie des plus importantes décisions à prendre.

La réussite est également fondée sur la création de partenariats entre les différentes institutions sectorielles et entre les groupes d'utilisateurs grâce à une approche à "double sens", reliant le développement de la gestion locale aux politiques nationales et donc aux structures et procédures du gouvernement central. Les politiques et les actions doivent être interactives et incorporer un éventail d'outils et de mesures, bien que la recherche et les techniques (systèmes d'information géographique, étude d'impact environnemental, inventaires, suivi et surveillance, modélisation, etc.) soient de peu de valeur si le contexte institutionnel et social dans lequel elles sont introduites n'est pas à même d'absorber les connaissances qu'elles apportent.

La complexité technique et institutionnelle rend nécessaire la formation et l'éducation d'équipes pluridisciplinaires dont les membres sont capables de penser et d'agir stratégiquement, de résoudre les conflits, de gérer des projets complexes, de comprendre comment fonctionnent les écosystèmes côtiers, et de travailler en fonction des besoins et en collaboration avec les acteurs locaux. Il est important à ce titre de rapprocher de manière réaliste l'échelle et les objectifs du projet avec la capacité des institutions impliquées, aussi bien locales que nationales, et avec la force et l'engagement des groupes locaux concernés.

La mise en œuvre de micro-actions concrètes ou "exercices pratiques" de gestion intégrée du littoral au cours du processus de planification, permet de répondre au besoin légitime d'actions concrètes de la part des communautés locales, avant la mise en œuvre du plan. Le principe de la gestion adaptative consiste effectivement à "apprendre en faisant", saisissant toutes les occasions de tester et d'améliorer les bases scientifiques de l'action à travers la mise en œuvre du programme ou du projet GIZC.

INTRODUCTION A LA METHODOLOGIE D'EVALUATION DE LA CAPACITE D'ACCUEIL

Suivant la littérature scientifique sur le sujet, les considérations sur la capacité de charge sont centrées sur trois composantes ou dimensions fondamentales: phisico-écologico-environnementale, socio-démographique, économique. Ces dimensions reflètent aussi la gamme de questions considérées dans la pratique.

En examinant la capacité de charge, on attribue aux trois composantes un poids (ou une importance) différent en fonction de la destination. Ces différences proviennent du type (caractéristiques/particularités) de la région, du type de tourisme présent et de l'interface tourisme/environnement.

Même si la définition de l'ECA soit normalement très claire, la méthodologie employée diffère souvent d'un cas à l'autre. La méthodologie développée par le CAR/PAP est basée sur le schéma suivant:

1. Phase de documentation;
2. La participation de la communauté locale commence;
3. Phase d'analyse;
4. Evaluer une gamme d'options de développement touristique pour choisir le scénario de développement souhaitable;
5. Définir plus en détail un scénario de développement et définir ensuite la capacité d'accueil;
6. La capacité d'accueil est déterminée;
7. Intégrer l'ECA dans la GIZC;
8. Etudes préalables de faisabilité en tant que phase finale de l'ECA;
9. Démarrage du processus fondamental de planification du développement touristique, incluant l'adoption du plan et le processus.

MODULE 2A : METHODOLOGIE D'ACQUISITION DE DONNEES, ANALYSE ET TRAITEMENT DE DONNEES (METHODOLOGIE SIG ET INDICATEURS)

1. Introduction

On va traiter les éléments suivants de la méthodologie d'ECA et les outils associés:

- Acquisition des données – documentation
- Analyse – méthodologie SIG (Système d'Information Géographique)
- Traitement – indicateurs de tourisme soutenable

2. Acquisition des données

Sources de données et caractéristiques requises

La préparation d'une ECA requiert des données que l'on trouve rarement dans les centres de documentation, ou qui y sont rarement classées et prêtes à l'utilisation. Les sources d'information sont les suivantes:

- bibliographiques (documents, livres, atlas, publications, cartographie...). Ils se trouvent dans certaines bibliothèques municipales (collections d'archives) qui contiennent beaucoup d'informations concernant la zone en question. Ensuite, on doit disposer de textes juridiques, réglementations et descriptions concernant les objectifs et les politiques de développement touristique et de protection de l'environnement. Pour faciliter la compréhension, toutes les données pertinentes doivent être accompagnées de cartes. Les données démographiques peuvent être trouvées dans les statistiques nationales, tandis que les données sur le secteur touristique peuvent être obtenues à partir des établissements et associations de catégorie. Enfin, pour les données sur la demande touristique potentielle il faudra recourir aux organismes spécialisés.
- données sur le terrain (observations, esquisses, enquêtes, etc.). La collecte de données sur le terrain concerne:
 - la vérification *in situ* de la documentation obtenue;
 - l'évaluation de la superstructure touristique;
 - l'évaluation de l'état de l'environnement;
 - l'identification des conflits socioculturels possibles;
 - l'identification des préférences de la population résidente;
 - l'impression générale sur la destination;
 - le cadre global de l'organisation régionale (zone de destination touristique).

En général, considérant l'expérience acquise en matière d'ECA, on peut souligner l'importance de trois facteurs de bonne réussite au siège de l'étape de documentation:

- Dimension de la zone considérée (taille petite, moyenne, large)
- Contexte institutionnel
- État de la documentation

Les données doivent avoir les caractéristiques suivantes:

- ✓ Rapportés à une échelle appropriée
- ✓ Comparables dans toute la zone d'étude
- ✓ Intégrables
- ✓ Vérifiées
- ✓ Mises à jour
- ✓ Disponibles en séries temporelles

Considérations méthodologiques

Sur la base des dimensions principales de l'interface développement/environnement, à la suite d'une analyse systémique, on peut analyser les impacts du tourisme dans une région en fonction des trois axes majeurs:

- environnement physique (naturel et artificiel, y compris l'infrastructures);
- social (population et structure sociale et dynamique);
- économique-politique (y compris les facteurs institutionnel et organisationnel).

Ces dimensions reflètent aussi la gamme des questions considérées dans la pratique. Les composantes décrites en détail se trouvent dans le paragraphe concernant les indicateurs.

En général, il faut disposer des données de base suivantes :

- Les caractéristiques de la localité constituent la structure de base pour le développement touristique. Celles-ci sont évidentes dans les ressources locales, la fragilité des écosystèmes naturels locaux, le nombre de la population, la structure économique, la culture et l'héritage local, etc. Dans une certaine mesure, les caractéristiques de la localité déterminent sa résistance aux pressions du tourisme. La dimension, la structure et le dynamisme de la société locale, la culture et l'économie peuvent constituer des facteurs importants exerçant une influence sur la capacité locale de faire face aux pressions et à l'impact du tourisme.

En ce qui concerne la dimension, on a déjà souligné l'importance de reconnaître le niveau de la zone considérée. Ainsi il y a trois niveaux de limites géographiques pour l'ECA ayant différentes approches de base:

- i) Petite taille – niveau local (municipalité, petites îles, petites portions de littoral). En général, les données sont plus faciles à collecter. L'ECA dépend principalement de facteurs physiques et infrastructurels, car les facteurs politiques et économiques concernent des niveaux territoriaux supérieurs. Ils sont considérés seulement dans des unités territoriales particulières, comme par exemple les petites îles, les parcs nationaux. Généralement ce niveau correspond à une superficie de 200 km², ayant moins que 20000 habitants.
- ii) Moyenne taille – niveau régional (pays, îles moyennes, rivières étendues). Généralement, les données sont disponibles dans les régions plus développées. L'ECA est basée sur trois groupes d'indicateurs. Dans la plupart des cas, il s'agit d'une unité administrative. La taille ne dépasse pas les 1.000 km² et les 100.000 habitants, sauf pour des exceptions à haute densité (Malte, Rimini).

iii) Grande taille – niveau régional (pays, grandes îles, grandes rivières). Dans ces zones, il est plus facile d'obtenir des données à grande échelle qu'à l'échelle locale. La bonne réussite dépend de la disponibilité de financement. Les trois groupes d'indicateurs sont utilisés entièrement. Il s'agit d'une zone avec une superficie de plus que 1.000 km et une population de 100.000 habitants. Il s'agit suivent d'une unité territoriale.

- Le type de tourisme détermine les caractéristiques principales de comportement touristique dans une certaine mesure, ainsi que les relations: communauté touristique/locale, économie touristique/locale et développement touristique/qualité environnementale. Le type de tourisme peut être exprimé en termes de motif(s) pour visiter un lieu, de mode de mobilité et de transport, de fréquence-durée du séjour, d'activités touristiques, etc. Dans ce contexte, il est important de considérer les différences entre les types de touristes en termes d'attentes, d'attitudes et de comportement, étant donné que ces facteurs déterminent les pressions et l'impact du tourisme sur un lieu.
- L'interface tourisme/environnement consiste en un composite de deux composantes susmentionnées, surtout en ce qui concerne la forme et le type de développement touristique (modèles spatiaux), la phase dans le cycle de vie de la destination, le niveau des systèmes organisationnels et technologiques employés, le régime de gestion, etc. L'interface tourisme/environnement est exprimée en termes de contraintes dérivant des effets soit du tourisme sur l'environnement soit de la dégradation de l'environnement sur le tourisme.

Tout ce qui est mentionné ci-dessus souligne la nécessité de différencier l'importance attribuée aux considérations de la capacité de charge pour chaque type de destination.

3. Analyse

Introduction

Une fois toutes les données rassemblées et classées, on peut procéder à la phase d'analyse détaillée. Cette phase permet d'obtenir une base d'évaluation de la zone d'étude pour orienter les phases suivantes de l'ECA. Les données sont élaborées et manipulées dans le but d'obtenir des outils d'évaluation, qui ne sont pas importants seulement à la détermination de l'ECA en question mais ils vont être un outil à utiliser dans d'autres contextes où ils sont requis.

Étapes

Les activités d'analyse s'appuient sur les points suivants:

- Typologie de la destination. La classification typologique d'une destination touristique empêche l'analyse ultérieure des ses attraits. Le choix de la catégorie empêche d'offrir d'autres produits touristiques dans cette destination. Les destinations touristiques peuvent être classées par catégories en prenant en considération: le niveau de développement touristique, le modèle de développement touristique relatif à la vulnérabilité globale d'une zone particulière, les entités spatiales homogènes.

-
- Étude de la destination par rapport à son contexte environnemental plus large. Ce point analyse les relations entre la zone considérée et l'environnement extérieur, en terme de mobilité des touristes, mais même de la main d'œuvre, des produits alimentaires, des infrastructures.
 - Réglementations et restrictions. L'analyse des plans approuvés, des arrêtés municipaux, réglementations et normes en vigueur dans la zone de destination touristique montrera s'il y a une partie de la zone où le touriste est exclu ou soumis à des contraintes sévères. Certaines restrictions découlent des normes et réglementations stipulées par une loi. D'autres ressortent des plans statutaires d'aménagement du territoire et d'urbanisme, ainsi que des différents arrêtés nationaux et locaux.
 - Évaluation des ressources touristiques, de la demande et du produit touristiques. L'évaluation de la base de la ressource s'effectue d'abord pour chaque groupe de ressources, et ensuite selon les interactions entre les groupes: les attraits et attractions touristiques, les infrastructures locales et sociales, les superstructures touristiques, la structure démographique et les préférences des résidentes concernant le tourisme. Cette partie de l'analyse concerne les conflits existants et aboutit à une programmation des capacités touristiques de la destination. Pour améliorer les résultats, l'utilisation d'une analyse FFOM (forces-faiblesses-opportunités-menaces) et des outils tels qu'un Système d'Information Géographique (SIG) est à recommander chaque fois où cela est possible.
 - Normes. Les normes concernant l'ECA sont diverses et nombreuses, et se présentent sous forme de normes et de réglementations professionnelles. La difficulté provient de leur contradiction fréquente ou de leur inexistence sur certains aspects. Un examen des normes de ce type (CAR/PAP, 1989) a relevé que certains paramètres utilisés dans la définition de normes diffèrent considérablement d'un pays à l'autre, quelquefois jusqu'à 100%. De plus, les normes concernant l'ECA varient selon la zone étudiée, ses caractéristiques physiques, ses catégories programmées d'expérience touristique à offrir. Les normes concernant la planification touristique et la gestion des régions littorales peuvent être réparties dans les groupes suivants:
 - les normes concernant la capacité de l'environnement physique
 - les normes de construction des équipements
 - les normes de protection contre les différentes formes de pollution
 - les normes des infrastructures et des transports
 - les normes concernant les questions socio-culturelles, démographiques et économiques.

Technologies pour la gestion des données

Les technologies modernes peuvent extrêmement faciliter la collecte des données. Elles donnent des outils très efficaces qui sont à même de gérer et manipuler une grande typologie et quantité d'informations. L'utilisation des technologies permet:

- d'organiser les données acquises;
- de traiter les données à travers des logiciels dans le but de produire d'informations (modèles, cartes, etc.);
- de produire des simulations d'impact;
- de divulguer les informations.

Méthodologie SIG (Système d'Information Géographique)

- Définition

Les Systèmes d'Information Géographique (SIG) sont des logiciels informatiques qui organisent et intègrent des données concernant la position géographique.

Ils sont à même de gérer n'importe quelle donnée géo-référencée provenant de sources différentes: cartes géographiques, satellites, relevés locaux ou statistiques.

Il y a plusieurs définitions de SIG. On reporte la suivante (comprendre le SIG : méthodologie ARC/INFO Method. Redlands, CA: Environmental system Research Institute, 1990:

“Un SIG (système d'information géographique) est une collecte organisée de hardware, logiciels, données géographiques et génériques qui a la tâche de capturer, archiver, mettre à jour, manipuler, analyser et visualiser toutes les informations géographiques référencées existantes”.

- Méthodologie

Il s'agit d'un processus qui prévoit les étapes suivantes :

1. Acquisition de données (à travers de cartes, photos aérienne, satellites, etc.)
2. Collecte et gestion de données
3. Traitement de données, analyse et modélisation
4. Restitution des données, à travers des cartes, rapports, plans.

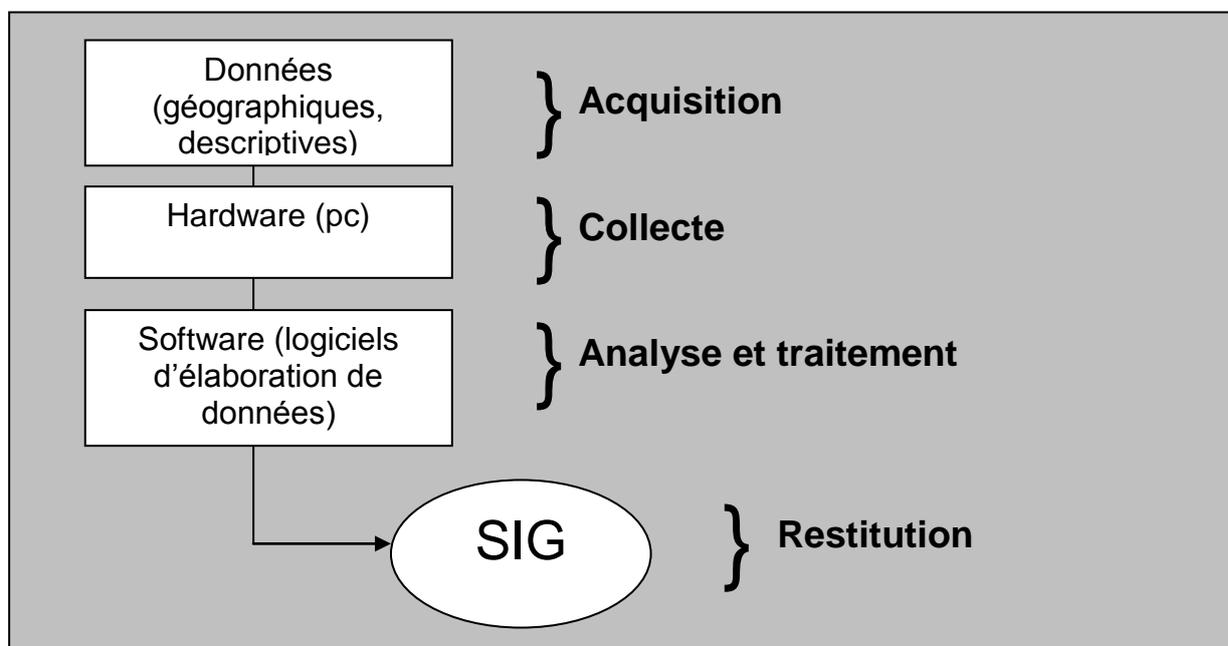


Figure 8. Schéma d'utilisation d'un SIG

- Applications pratiques

Le SIG fournit des outils très efficaces à la gestion des enjeux géographiques et environnementaux.

En considérant le schéma ci-dessous, imaginez-vous que le SIG peut nous permettre de gérer des informations, par exemple concernant une région ou une ville, organisées en un set de cartes, chacune en montrant des informations concernant une seule caractéristique de la région.

Chaque carte, que nous allons l'appeler layer, ou niveau, est précisément superposée aux autres à travers des coordonnées qui correspondent entre eux. Le niveau de base est le plus important car il représente la grille de référence (tel que la longitude et la latitude) à laquelle toutes les autres sont enregistrées. Ça veut dire qu'elles sont toutes géoreférencées à un système de positionnement de référence.

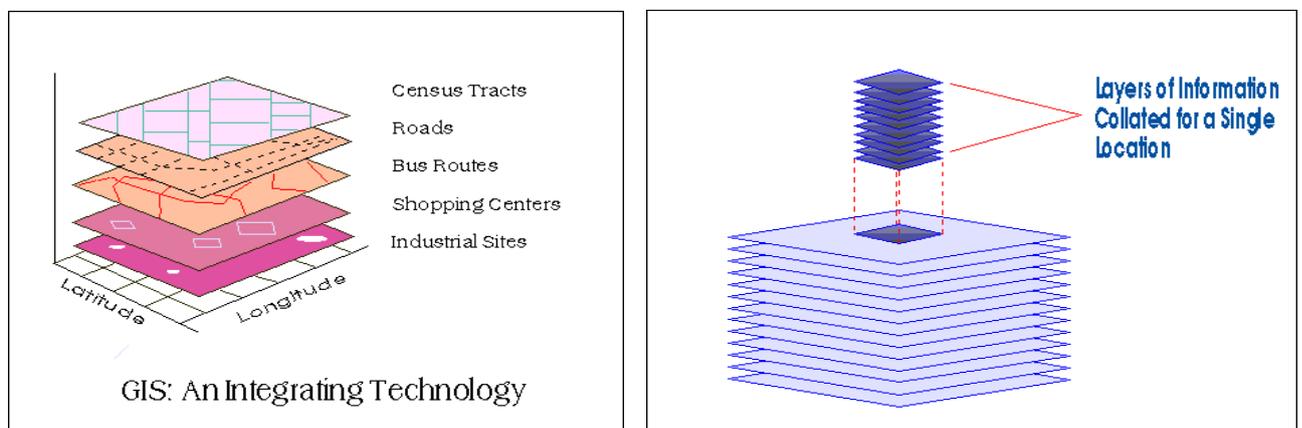


Figure 9. Schéma des couches

Les données rassemblées au sein d'un SIG peuvent être particulièrement utiles à la préparation d'une ECA. Par exemple, à travers une présentation cartographique des données concernant la distribution spatiale des différents équipements touristiques dans une zone (carte thématique).

5. Traitement des données – Indicateurs

Introduction

L'application de la CCT peut être assistée, guidée et suivie à l'aide d'un ensemble cohérent d'indicateurs qu'on peut finaliser après la décision finale portant sur la CCT du système global.

Le processus est dynamique et, comme l'on a déjà noté, étant donné que la CCT n'est pas un concept fixe, ceci doit être considéré en tant qu'un outil guidant la formulation et l'application des politiques vers le tourisme durable.

Selon la pratique, dans plusieurs cas un corps central d'indicateurs, reflétant les pressions et l'état des facteurs-clés (ex. espèces endémiques et menacées), est utilisé comme un moyen de suivi de l'état du système et d'identification de la violation des limites de la capacité de charge de tourisme. Des changements pourraient orienter l'identification des limites de la capacité de charge pas nécessairement définies en avance. On doit examiner les implications de la mesure des indicateurs par rapport aux buts définis et à la sensibilité des zones en question.

L'emploi des indicateurs en tant que moyen d'identification et de définition des limites de la CCT, constitue une approche simple et flexible. Il pourrait aussi être efficace à court terme, puisqu'il permet aux gestionnaires de faire face aux pressions élevées provoquées par le développement touristique. Ce type d'approche est utilisé dans le cas des parcs naturels et, en général, dans des zones de haute valeur écologique.

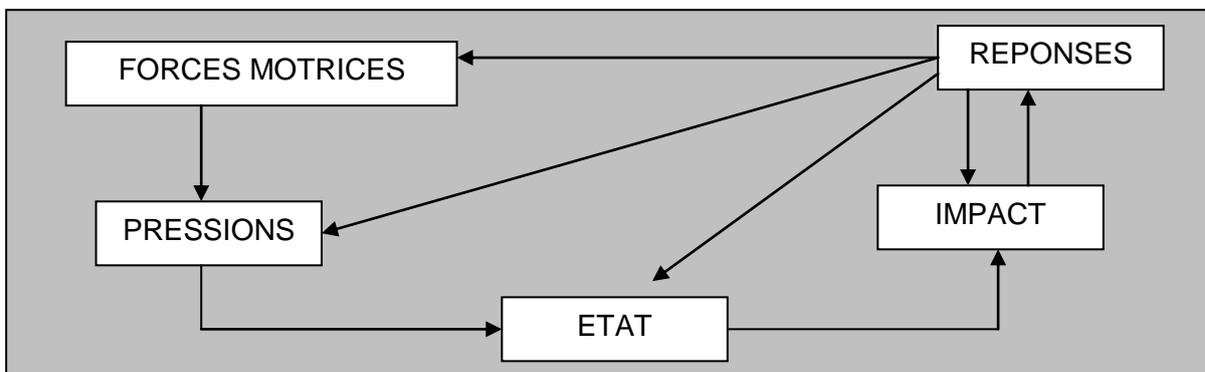
Approche, caractéristiques, classification

Selon la littérature la plus récente, on peut retrouver deux types d'approches:

- Indicateurs simples, qui analysent un aspect concret concernant la durabilité (par exemple, les émissions de CO2, la production de déchets, le niveau d'emploi, etc.);
- Indicateurs associés, qui essaient de mesurer les activités humaines par une mesure (par exemple l'empreinte écologique, ISEW, etc.).

Ces valeurs doivent mesurer:

- Les pressions et les tensions.
- L'état de l'environnement.
- Les impacts et les incidences.
- L'efficacité des efforts de gestion et actions entreprises (réponse).



La choix des indicateurs dépend de l'objectif de l'analyse, par exemple:

Objectif	Indicateur qui mesure :
Préserver des qualités environnementales	Taille de la zone protégée
	Perte d'attributs à préserver
Réduire le risque de dégradation de l'environnement	Extension des impacts
	Changement du marché touristique

Les indicateurs peuvent être classés en trois groupes :

- Indicateurs physiques – écologiques – environnementaux
- Indicateurs socio – démographiques
- Indicateurs économiques – touristiques

Les Composantes

On a précédemment laissé entendre qu'il y a trois dimensions principales à analyser les impacts du tourisme dans une région en fonction des trois axes majeurs:

- environnement physique (naturel et artificiel, y compris l'infrastructure)
- social (population et structure sociale et dynamique)
- économique (y compris les facteurs institutionnel et organisationnel)

Ces axes peuvent aussi servir de base pour l'analyse et l'évaluation de la CCT en termes de composantes principales et distinctes mais étroitement liées (PAP/CAR, 1997).

Ci-après la description des composantes et les indicateurs qui peuvent appartenir à chaque catégorie.

- Composante physico-écologique

L'ensemble physico-écologique inclut toutes les composantes fixes et flexibles de l'environnement naturel et culturel bâti, ainsi que l'infrastructure.

Les composantes "fixes" se réfèrent à la capacité des systèmes naturels, exprimée parfois comme capacité écologique, capacité assimilatrice, etc. Elles ne peuvent pas être facilement manipulées par des actions humaines et dans la mesure où ces limites peuvent être évaluées, il faut les observer et les respecter avec attention en tant que telles.

Les composantes "flexibles" se réfèrent plutôt aux systèmes d'infrastructure (ainsi qu'à leurs caractéristiques), comme l'approvisionnement en eau, le système d'égouts, l'électricité, les transports, les services (services de postes et de télécommunication, services de santé, services d'ordre public, banques, magasins et d'autres services).

Les limites de la capacité des composantes d'infrastructure peuvent être dépassées par le biais des infrastructures, des taxes, des mesures organisationnelles - régulatrices, etc. De cette façon, on ne peut pas utiliser ces valeurs pour déterminer la capacité de charge, mais plutôt en tant que cadre pour l'orientation et la prise de décisions sur les options de gestion/d'action.

On peut fixer les niveaux de capacité pour les composantes, par exemple, en termes de:

- Niveau acceptable d'encombrement ou de densité dans des zones/unités spatiales principales comme les parcs, les musées, les rues des villes, etc.
- Perte maximale acceptable des ressources naturelles (ex. eau ou terre) sans une dégradation considérable des fonctions des écosystèmes ou de la biodiversité ou encore sans la perte d'espèces.
- Niveau acceptable de la pollution atmosphérique, marine et sonore sur la base de la tolérance ou de la capacité assimilatrice des écosystèmes locaux.
- Intensité d'usage de l'infrastructure de transports et des services.

- Usage et multitude des services publics comme les réseaux d'adduction d'eau, l'électricité, la gestion, la collecte, le traitement et l'élimination des eaux usées et des déchets solides, et les télécommunications.
- Disponibilité d'autres infrastructures et services communautaires comme les services directement liés à la santé et la sécurité publique, aux logements et à la communauté, etc.

- Composante socio-démographique

L'ensemble socio-démographique se réfère aux aspects sociaux qui sont importants aux communautés locales, étant donné qu'ils sont étroitement liés à la présence et la croissance du tourisme. Il s'agit des questions sociales et démographiques, comme l'effectif humain ou la main d'œuvre formée disponible, etc. y compris des questions socioculturelles, comme le sens d'identité de la communauté locale ou les expériences des touristes. Une partie peut être exprimée en termes quantitatifs, cependant la plupart d'entre eux nécessitent une recherche socio-psychologique appropriée.

Les seuils de la capacité sociale sont peut-être les plus difficiles à évaluer par rapport aux facteurs physique-écologique et économique, étant donné que ces seuils dépendent en grande partie des jugements de valeurs. Les décisions sur le plan politique et économique pourraient influencer sur les paramètres socio-démographiques comme, par exemple, les politiques de migration. La capacité de charge sociale est utilisée en tant que terme générique qui inclut tant le niveau de tolérance de la part de la population d'accueil que la qualité des expériences des visiteurs dans la région.

On peut exprimer les niveaux de capacité pour les composantes en termes de:

- Nombre de touristes et activités touristiques/types de loisir capables de s'absorber sans atteindre le sens d'identité, le mode de vie, les modèles sociaux et les activités des communautés d'accueil;
- Niveau et type de tourisme n'altérant pas considérablement la culture locale, directement ou indirectement, au niveau d'arts et métiers, de croyances, de cérémonies et d'us et coutumes;
- Niveau de tourisme qui ne déplaira pas à la population locale ou qui ne va pas s'emparer de l'usage des services et de l'infrastructure;
- Niveau de tourisme (nombre de visiteurs et compatibilité des types d'activités) dans une région sans diminution inacceptable des expériences des visiteurs, etc.

- Composante politico-économique

L'ensemble politico-économique se réfère aux impacts du tourisme sur la structure économique locale, les activités, etc. ainsi que sur la concurrence avec d'autres secteurs. Des questions institutionnelles sont aussi incluses dans la mesure où celles-ci impliquent les capacités locales de gérer la présence du tourisme. Considérer les paramètres politico-économiques peut aussi être nécessaire afin d'exprimer la divergence des valeurs, des attitudes au sein de la communauté locale à l'égard du tourisme.

On peut exprimer les niveaux de capacité pour les composantes en termes de:

- Niveau de spécialisation en tourisme
- Perte de main d'œuvre dans certains secteurs au profit du tourisme

-
- Revenu et distribution touristique sur le plan local
 - Niveau d'emploi dans le tourisme par rapport aux ressources humaines totales, etc.

En examinant la capacité de charge, on attribue aux trois composantes un poids (ou une importance) différent(e) en fonction des destinations. Ces différences proviennent du type (caractéristiques/particularités) de la région, du(des) type(s) du tourisme présent et de l'interface tourisme/environnement. Les trois composantes se relient jusqu'à un certain point.

MODULE 2B: PROCESSUS DE PARTICIPATION ET METHODOLOGIE DU FORUM

1. De quoi s'agit-il?

Le processus de participation est une méthodologie qui s'applique dans le cadre des actions de gestion et de planification du tourisme dans le but de:

- promouvoir l'implication de tous les groupes d'intérêt dans le processus politique - décisionnel;
- harmoniser les objectifs conflictuels, les stratégies et les capacités dans la gestion et la planification du tourisme.

La clé est d'impliquer les parties intéressées dans la définition de leurs besoins économiques, sociaux et environnementaux, de leurs priorités, et des solutions à proposer.

Le *processus* est aussi important que l'information obtenue. En général, les différents acteurs apprécient d'avoir l'opportunité et la responsabilité d'exprimer leurs opinions sur les objectifs que l'administration a fixés en relation avec l'avenir de la destination et des ressources naturelles. L'emphase de la méthodologie ECA est dans l'incorporation et l'élaboration, depuis le démarrage, d'une "stratégie partagée" pour le développement touristique de la destination en question, en comparaison avec l'évaluation subjective de la situation, l'identification et le consensus sur les causes des problèmes existants et sur le développement et l'adoption des objectifs et des critères du "Développement Soutenable", en considérant que le processus est long, qu'il consiste en une croissance par étapes et qu'il a besoin de l'implication du public dans le parcours entier.

2. Les acteurs du processus de participation

La conscience publique devient la force qui conduit le processus d'ECA dans son ensemble. Concernant la participation privée et publique, il faut clarifier les expressions généralement utilisés, à savoir:

Secteur public: administrations, gouvernement local et autorités locales, technicien, etc., commission de citoyens et ONG susceptibles de mobiliser le public et d'en accroître la conscience. Un rôle important doit être assumé par les Universités et les Institues de Recherche œuvrant dans la zone. Ces acteurs ont normalement une grande capacité d'influencer les autres parties, grâce à leur réputation et au respect qu'ils ont parmi le public et les autorités pour leur travail 'neutre'.

Secteur privé: opérateurs privés (étrangers et locaux), secteur d'investissement privé, chambres de commerce, associations et syndicats d'opérateurs du tourisme. De toute façon, l'implication dans le processus de développement écologiquement rationnel ou soutenable est très limitée jusqu'ici: Calvia et Malte sont les seuls exemples où le processus de participation a été développé avec succès.

3. Le Forum de participation dans l'Agenda 21 de la Commune de Calvia

- ✓ La Commune de Calvia a mis en place un de plus importants processus de participation et de consensus public dans la gestion et la planification du développement du tourisme durable.

-
- ✓ Le processus de participation étant partie de l'Agenda 21, il devient l'enjeu principal de toute l'expérience de Calvia. Le processus de participation a été réalisé suivant ces étapes:
 - Un Document pour débat a été préparé et son contenu discuté;
 - Différentes équipes d'experts ont préparé une méthodologie intégrée et six reports sur chaque secteur clé pour décrire l'état de l'environnement de Calvia;
 - Les rapports ont été vérifiés avec les Commissions Thématiques du Forum de Citoyens (composé de 150 citoyens et des différents groupes de travail). Les participants ont pu évaluer trois aspects spécifiques dans chaque Secteur Thématique;
 - Un autre Document a été préparé et discuté au début de 1998 - il a été approuvé par la municipalité et par le Forum des citoyens;
 - Les informations contenues dans ce Document pour débat ont été diffusées au travers des différents méthodes et un questionnaire a été distribué à toutes les maisons individuelles de Calvia.

 - ✓ Les résultats des initiatives de Calvia peuvent être synthétisés comme suit:
 - Haute participation des opérateurs, des familles et du public aux initiatives de l'administration locale;
 - 6.600 signatures d'accord pour le plan de développement de Calvia ;
 - plusieurs reconnaitions externes.

4. Processus de participation suivi par l'île de Malte

Le processus de participation suivi à Malte en conduisant l'ECA a été un processus continu, en particulier au travers du Groupe d'Etude « ECA ». Les organisations participantes étaient: l'Autorité de Planification, l'Autorité de Transport Public, la Compagnie aérienne nationale "Air Malta", l'Université de Malte, le Département du Travail, les Amis de la Terre de Malte (une ONG environnementale) et l'Autorité de Tourisme maltaise.

Plusieurs enquêtes ont été conduites parmi la population maltaise et les touristes pour obtenir leur avis sur le développement du tourisme, le niveau d'activité touristique et ses impacts. Ces enquêtes ont été une première façon d'impliquer la population et les touristes.

Le processus de participation en Malta a été mis en place au travers des étapes suivantes:

- Un résumé des données acquises a été présenté lors d'un séminaire ouvert aux opérateurs du marché touristique, autorités gouvernementales, organisations non-gouvernementales et autres parties concernées;
- Le Groupe d'Etude ECA a conduit l'analyse et l'interprétation des données disponibles. Un certain nombre de discussions a eu lieu entre les membres du groupe d'étude pour formuler des options de développement alternatives;
- Une analyse plus détaillée du scénario ont été réalisées dans le but d'harmoniser le contexte du tourisme avec les intérêts nationaux. La formulation du scénario a été discutée et approuvée par le Ministère du Tourisme en accord avec l'Autorité de Tourisme maltaise;
- La proposition finale de scénario a été présentée à l'occasion d'un séminaire pour stimuler la discussion entre les parties intéressées: hôteliers et autres services touristiques; fournisseurs, planificateurs et architectes, communautés locales, ONG environnementales, représentants du secteur financier et membres du parlement responsables pour les services économiques. Les commentaires faits durant le séminaire ont été pris en compte dans le document final de l'Evaluation de la Capacité de Charge

de l'Archipel de Malte. Ce document définit le modèle de développement ou le scénario suivant lequel le développement du tourisme à Malte devrait être abordé. Le processus de participation continu à Malte a contribué à l'acceptation politique de l'Etude d'Evaluation de la Capacité de Charge.

5. L'importance de la participation de tous les groupes d'intérêt

- La participation à la discussion d'un nombre aussi grand que possible de groupes d'intérêt impliqués permet d'accroître l'option de stabilité et de soutenabilité des accords obtenus, comme cela a été fait à Calvia où un forum de citoyens a permis d'approcher une base de population locale très large;
- Pour l'implémentation des recommandations issues des résultats de l'Etude d'ECA, il est essentiel que l'exercice soit mené avec la participation de tous les détenteurs d'enjeux et groupes d'intérêt qui sont ou pourraient être influencés par les recommandations;
- Les décideurs clés doivent être impliqués dès les phases initiales de l'étude pour éviter la prise de décisions non appropriées.
- Etant donnée la nature de la CA touristique et vu la nécessité d'une approche multidisciplinaire, les technocrates pourraient être tentés de s'isoler et d'avancer en conduisant l'étude indépendamment des autres opinions; ce risque doit absolument être évité. La conscience du public est très importante et il est souhaitable, dans un processus de participation, que les points de vue de tous les groupes d'intérêt soient pris en considération au travers de l'attribution des poids. Cette démarche n'est pas requise uniquement dans une étape où les aspects sociaux ont déjà été évalués, mais également dans toutes les étapes de l'étude, et en particulier dans l'étape de choix du scénario de développement.

6. Recommandations relatives au processus de participation au sein de l'ECA

- Les informations sur l'ECA doivent être formulées de manière qu'elles soient facilement compréhensibles. L'accent est mis sur l'analyse de la situation existante dans la destination et l'explication correcte du processus lui-même;
- La démonstration des critères choisis scientifiquement, communiqués depuis le démarrage aux différents groupes d'intérêt, prenant en considération leurs commentaires et réactions; Le document de communication contient peu de recommandations mais elles doivent être suffisantes pour attirer l'attention de tous les groupes d'intérêt. Il faut préciser que tout est ouvert à la discussion et au réajustement. L'utilisation des critères dans le but d'évaluer la situation existante est très importante (par exemple, le "Scénario Actuel" à Rimini a été évalué grâce à des indicateurs), ainsi que l'identification et l'analyse des secteurs clés;
- L'utilisation des mêmes critères et indicateurs de tourisme durable pour la sélection des stratégies les plus appropriées et du scénario de développement touristique durable; Le besoin d'utiliser les indicateurs de durabilité ou d'autres critères comme des "listes de contrôle" pour tester les politiques déjà en place et les différentes stratégies existantes. Cet input est crucial pour le contenu de l'étude d'ECA ainsi que pour la construction du processus lui-même. C'est également un outil d'éducation et de formation très important; La participation de tous les groupes à la formulation de la Capacité d'Accueil de la destination. L'Implication des groupes d'intérêt dans le modèle de développement proposé.

7. Techniques pour le développement du processus de participation

Techniques utilisées pour informer le publique:

- ✓ Matériel imprimé (brochures, déliants)
- ✓ Utilisation des média existants (journaux, conférences, radio, télé, publicité);
- ✓ Réunions d'information publique formelle; information publique informelle ("maison ouverte", visites des sites, "porte à porte", bureaux d'information sur le territoire)

Techniques indiquées pour connaître l'opinion publique et impliquer les différents groupes d'intérêt dans le processus décisionnel

- ✓ Enquêtes (entretiens avec les acteurs clé, enquêtes formelles, enquêtes et questionnaires, etc.); Grandes réunions (réunions à l'intention du public, discussions et débats publics, conférences); Réunions restreintes (séminaires publics, groupes de travail); Techniques de «résolution de problèmes» (telles que brainstorming, simulations ...); Techniques d'obtention du consensus (par exemple, "Delphi process", négociation, arbitrage).

MODULE 2C: PHASE D'ANALYSE ET D'ÉVALUATION D'UNE ECA : OPTIONS DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME, SCENARIOS, PRÉPARATION FINALE

1. *Étapes de formulation de l'ECA*

On va examiner les étapes suivantes:

- Options de développement touristique
- Définition des scénarios alternatifs
- Phase de formulation de l'ECA

Options de développement touristique

Les solutions alternatives concernant l'ECA découlent de l'utilisation combinée des éléments flexibles et fixes de la capacité de charge touristique de la destination. L'approvisionnement en eau (à travers la construction d'ouvrages hydrauliques ou d'installations de dessalement) ou un autre type d'infrastructure, ou le main d'œuvre ou encore les catégories de touristes (à travers l'accroissement ou la baisse du niveau de la qualité de l'expérience touristique) sont des exemples d'éléments flexibles de la capacité. L'analyse des solutions alternatives au travers de la définition du scénario de développement touristique doit fournir des réponses quant aux avantages et aux inconvénients de chaque solution retenue. Ceci est indispensable pour la phase suivante de l'ECA, c'est-à-dire la définition des différentes options de développement touristique (scénarios alternatifs de développement).

La méthodologie de la capacité de charge touristique dans les régions littorales, particulièrement en Méditerranée, n'est pas une catégorie fixe. Il est évident qu'un certain nombre d'options de développement est utile pour la zone dont la capacité de charge est en cours d'évaluation. Toutes ces options de développement doivent être élaborées en tant que scénarios individualisés de développement touristique, qui sont ensuite examinés pour aboutir à l'option la plus appropriée à la zone en question. On élabore d'abord un scénario-cadre, en conformité avec les variantes extrêmes de la capacité d'accueil, qui ne dépend pas de ses composantes flexibles. Ensuite, l'analyse se focalise sur des scénarios faisables plutôt que sur ceux extrêmes. Les résultats devraient faciliter le choix de l'option de développement la plus appropriée qui, à son tour, devrait constituer la base de détermination exacte de la capacité d'accueil de la zone.

Il s'agit d'identifier un certain nombre d'options de développement pour la zone pour laquelle l'ECA est en préparation. Il est nécessaire d'impliquer les différents acteurs qui suggèrent les options souhaitées. En principe, les scénarios de développement de base sont les mêmes pour toutes les zones.

L'approche classique des directives prévoit 4 types des scénarios:

1. Le scénario de développement libre (sans aucune restriction)
2. Le scénario de développement touristique intensif
3. Le scénario de développement touristique alternatif
4. Le scénario de développement durable

D'autres scénarios peuvent être choisis et analysés selon les exigences du cas. En effet, certains scénarios peuvent correspondre aux exigences exprimés par le forum de

participation qui décide d'analyser certaines conditions du développement touristique qui sont moins théoriques et plus proches à la réalité.

Plus qu'une valeur quantitative, l'ECA est une modèle de développement touristique, un modèle DINAMIQUE qui peut être utilisé par les décideurs en fonction des objectifs de l'étude et même pour analyser un scénario spécifique de développement touristique. Par exemple, l'ECA pourrait répondre à la question suivante: comment l'environnement va réagir à un augmentation du nombre 'hôtels sur une côte?

L'ECA est un outil de décision qui permet d'analyser et d'évaluer les différents scénarios proposés, c'est-à-dire la soutenabilité de chaque scénario. Dans cette approche, l'ECA s'avère un outil pour la planification et la prise de décisions.

2. Instructions pour l'application de l'ECA

Questions à considérer

La capacité de charge constitue un concept important pour l'élaboration des politiques, bien que du point de vue scientifique elle ait soulevé des controverses du fait des difficultés analytiques que l'on rencontre pour arriver à une capacité "calculée" (seuil ou limite). Cette difficulté dérive des dimensions multiples du concept ainsi que des contraintes inhérentes à l'évaluation des limites dans les écosystèmes naturels et humains. Getz (1987) a identifié six approches différentes d'interprétation ou méthodes de déterminer la capacité de charge:

- limites des ressources tangibles
- tolérance par la population d'accueil
- satisfaction des visiteurs
- taux excessif de croissance du changement
- capacité basée sur l'évaluation des coûts et bénéfiques
- rôle de la capacité dans une approche de systèmes

Dans la littérature récente, l'intérêt lié à la capacité de charge n'est plus centré sur un seuil évalué "objectivement" mais sur les questions liées à la politique - conditions désirables qui offrent plus d'avantages en faveur de la planification et de la prise des décisions. Des concepts alternatifs ont été proposés dans l'esprit de gestion par objectifs comme: gestion des effets des visiteurs, limites du changement acceptable, cadres de protection des ressources des expériences des visiteurs, au lieu de la CCT. On est de plus en plus intéressé au développement et à l'utilisation des outils qui pourraient assister les planificateurs et les décideurs leurs efforts de contrôler le développement touristique. Cependant, l'expérience est limitée, pratiquement inexistante, non seulement en matière d'application de la capacité de charge touristique mais aussi de son évaluation. Dans ce contexte on doit prendre en considération ce qui suit:

Considérations spatiales

Il est plus facile à définir la capacité de charge dans des zones limitées et bien définies. De plus, la CCT pourrait varier entre les différentes parties d'une zone (par exemple, le centre-ville versus les zones environnantes, ou les différentes sous-régions dans des espaces écologiquement sensibles, etc.). Dans certains cas, il se peut que des zones entières soient considérées, comme par exemple dans le cas des îles ou des vallées de fleuves, etc. Par le biais des outils de planification, comme le zonage, et des techniques de gestion, comme la

gestion du flux de visiteurs, on peut atténuer les impacts du tourisme (donc, la capacité d'une région de soutenir le tourisme: CCT).

Le rôle des Acteurs

- L'application efficace dépend de la volonté politique d'imposer des règles en fonction de la forme du développement touristique, par exemple, contrôle de l'accès à une destination en vue de la protéger. Dans ce contexte, le développement de mesures/mécanismes institutionnels appropriés est absolument essentiel. Un cadre légal efficace pourrait réduire/atténuer les effets négatifs provoqués par le tourisme.
- Le consensus des acteurs principaux en ce qui concerne la définition de la CCT est crucial. Un accord sur les objectifs du développement touristique sera nécessaire. Les résultats de l'étude sur la CCT devraient être communiqués aux acteurs compétents, à la population locale et aux usagers qui seront obligés de soutenir l'application des mesures envisagées.
- La participation des tours-opérateurs est essentielle dans les cas où leur rôle est prééminent (ex. destinations du tourisme de masse, comme les zones côtières).
- L'application de la capacité de charge doit prendre en considération les éléments culturels.

Intégrer la CCT dans le processus de planification et le contexte institutionnel

- Il faut incorporer les études sur la capacité de charge dans un plan pour le développement durable, même si ceci ne constitue pas une condition préalable à l'application de la CCT. Le consensus entre les divers acteurs en ce qui concerne une vision stratégique de la zone peut être utile.
- La CCT devrait être incorporée dans le cadre institutionnel.

Evaluation – Suivi

- La capacité de charge doit être flexible et refléter les particularités de la zone en question. Les systèmes sont dynamiques et donc soumis à des changements continus. Les visiteurs et les communautés locales, par exemple, ont la tendance de changer leur comportement dans le cours du temps et s'adaptent souvent à des conditions aggravantes ou différentes, aboutissant à une réponse sociale différente.
- On constate la nécessité tant d'un suivi que de données et informations crédibles afin d'évaluer et d'appliquer la capacité de charge. Dans ce sens, des ressources considérables seront indispensables pendant l'étape initiale ainsi qu'au cours de l'application. Il faut aussi suivre la demande.

Contraintes et pièges communs lors de l'application de la CCT

- Le rôle changeant de l'Etat. Dans une économie de marché, le secteur privé doit assumer la responsabilité ou prendre initiative de protection de la nature/de l'environnement ou de mise en valeur de l'identité locale. Certains pays, par exemple, ont privatisé leurs forêts. Ce fait pourrait provoquer une hausse des pressions, étant donné que le secteur privé cherche à réaliser d'importants profits en développant davantage les activités de loisirs.
- L'action est en général encouragée sur le plan local et national, tandis qu'un assez grand nombre de problèmes environnementaux dépassent les frontières nationales.

Les pressions de gestion au niveau local demandent souvent des politiques à un niveau plus élevé.

- Les synergies sont souvent méconnues à cause de la fragmentation des responsabilités. Une approche intégrée au niveau de planification et de gestion peut offrir une base satisfaisante.
- Plusieurs systèmes plutôt sophistiqués sont développés pour l'évaluation de la capacité de charge. Cependant, le nombre final n'est pas toujours utile et la confusion en ce qui concerne les mesures alternatives pourrait dissuader les gestionnaires et les décideurs. En outre, les ressources utilisées pour l'application des évaluations de la CCT sont limitées. La promotion d'un plus grand nombre de projets pilotes au niveau européen est nécessaire, y compris la diffusion des expériences en ce qui concerne l'emploi de la CCT ou de ses composantes dans la gestion du tourisme.

Outils institutionnels pour l'application de la CCT

Sur le plan européen il y a plusieurs outils propres à encourager et faciliter l'application de la capacité de charge touristique. Il existe des cas où on peut incorporer la CCT (en tant que ligne directrice) dans des interventions et des outils existants et bien acceptés:

- Le Programme Natura 2000, la Directive Habitat et les Listes rouges constituent des outils précieux qui permettent de protéger la nature et de définir les niveaux de la CC dans des zones écologiquement sensibles afin de limiter le développement touristique. Des approches institutionnelles correspondantes comme le réseau Vert, le Patrimoine Mondial et les Réserves de biosphères de l'UNESCO, la Convention de Ramsar, qui établissent comme priorité la protection des zones en question peuvent avoir une valeur importante.
- On peut compter sur le Principe de compensation. C'est une façon d'établir les priorités en ce qui concerne les considérations sur la capacité, comme par exemple dans le cas de la construction du T.G.V. en France, en attribuant à la nature un prix afin de la protéger.
- La capacité de charge en matière de tourisme en tant que préoccupation indispensable dans l'Evaluation des Impacts sur l'Environnement (EIE): on doit appliquer cette méthode aux projets et programmes de développement proposés afin d'évaluer les effets potentiels à la lumière de la croissance touristique et des pics de la demande prévus. On doit considérer des sites alternatifs pour le développement, tout en tenant compte des contraintes et des limites de capacité de charge au niveau local.
- La CCT doit être prise en compte dans l'Evaluation Stratégique Environnementale (SEA), étant donné que celle-ci reflète le développement prévu sur la base de la capacité des systèmes locaux à soutenir ce développement.

Outils de gestion pour l'application de la CCT

Réglementaire

- Le *zonage* constitue un outil assez utile et facile à appliquer. Il est principalement appliqué dans les zones protégées, étant donné que leur régime spécial permet la définition et la délimitation des zones où la protection, la conservation et les restrictions sont imposées. Suit une répartition typique en zones:
 - o Zone A - La plus précieuse et la plus fragile. L'entrée n'est permise qu'à des groupes scientifiques autorisés.
 - o Zone B - Très sensible. Visites escortées en groupes peu nombreux.

- Zone C - D'intérêt naturel majeur. Certaines activités traditionnelles et touristiques, accès limité aux véhicules.
 - Zone D - Développement faible et zone tampon: Infrastructure pour les touristes et les visiteurs, accès aux véhicules et parc de stationnement; activités compatibles.
-
- *Limites à l'accès libre.* Cette mesure pourrait contribuer considérablement à la protection de l'environnement. Cependant, beaucoup de lois européennes protègent l'accès libre. On ne peut pas discriminer la population sur la base de différents facteurs (ex. Carta Venezia). L'imposition des limites à l'accessibilité n'est autorisée que dans certains cas, comme lors de l'application des conventions internationales.
 - *Limites à des activités spécifiques.* On doit évaluer tous les types d'activités touristiques afin d'empêcher les impacts sur l'environnement ou les conflits entre les différents usagers. Des permis spéciaux ou l'application de l'EIE ne sont pas prévus dans le cas de nouvelles formes d'activités, comme dans le cas du développement de l'infrastructure. Quelques activités peuvent être défendues étant donné des conditions particulières, tandis que d'autres sont réservées pour certaines périodes de l'année ou pour un nombre limité de visiteurs. Par exemple, le parapente est défendu dans certains parcs nationaux français, puisqu'il dérange la volaille.
 - *Labels écologiques.* L'attribution des labels écologiques aux hôtels touristiques et à d'autres établissements publics n'ont eu qu'un effet limité en ce qui concerne la consommation des ressources et la production des déchets.
 - *Concentration ou dispersion des pressions du développement et des flux touristiques.* Du point de vue environnemental, la concentration ne constitue pas toujours l'approche idéale pour gérer les flux touristiques. La dispersion est préférable, parce que les externalités apparaissent seulement quand le système atteint certains niveaux de seuils. Cependant, c'est aussi une question de choix: est-il mieux de concentrer les touristes ou de les disperser? Ou bien, est-il mieux de promouvoir la création de plusieurs pôles de développement touristique? On peut très bien appliquer le concept de la capacité de charge dans tous les trois cas. Cependant, même dans des cas où un plan pour la dispersion des touristes existe, il s'avère difficile de gérer et de guider les flux touristiques.
 - *Utilisation des terres / Planification spatiale.* Il s'agit d'un processus par excellence pour l'application de l'évaluation de la capacité de charge dans le cas des îles et des zones côtières, tandis que pour les zones de valeur écologique, les mécanismes institutionnels semblent constituer un moyen plus convenable pour assurer la protection. En ce qui concerne les centres historiques où la pression ne provient pas du développement de la terre, la gestion des flux semble être une mesure plus appropriée. Cependant, on doit prêter attention aux changements des fonctions/usages au sein des villes.

Economique

- *Fixation des prix.* Il ne s'agit pas toujours de l'outil le plus approprié à utiliser afin de délimiter/contrôler le développement/la croissance du tourisme. Dans le cas de Venise, une telle politique devrait pénaliser les touristes et les excursionnistes, qui n'appartiennent pas à un groupe-cible préférable. L'imposition sélective d'une telle politique contre certains groupes (ex. des prix plus bas pour les habitants permanents) n'est pas conforme à la législation européenne, puisqu'elle impose la discrimination. Cependant, il y a des cas où l'on doit imposer la fixation des prix pour le stationnement des véhicules et l'entrée dans des attractions majeures, afin de dissuader les visiteurs.

Même si la fixation des prix est considérée comme la solution la moins désirable, elle est toujours la solution la plus efficace au moins à court terme.

- *Taxes*. On peut utiliser les taxes comme une manière d'incorporer aux prix des externalités telles que la dégradation de l'environnement. Les prix élevés peuvent dissuader tant les touristes que les entrepreneurs.
- *Analyse coûts-bénéfices* doit être effectuée lors de différentes phases du cycle de vie de la destination touristique. Les coûts sont toujours plus élevés pendant les premières phases du développement touristique.
- *Systèmes d'incitations*. On devrait appliquer ces systèmes tant dans le secteur privé que dans le secteur public, afin d'écartier la demande touristique dans l'espace et dans le temps et d'optimiser l'utilisation de l'hébergement.

Organisationnel

- *Systèmes de réservation*. Ces systèmes facilitent la gestion des flux tant des touristes que des excursionnistes. A Venise, par exemple, la promotion de la carte de Venise, qui correspond à un forfait de services, facilite la gestion des flux touristiques. Dans ce cas on peut introduire des taxes d'une manière plus équitable, puisque la carte de Venise est disponible à tout le monde. Les usagers de cette carte bénéficient aussi des réductions aux transports locaux et aux droits d'entrée dans les musées et autres établissements. La seule condition est la réservation en avance. Cependant un système similaire peut encourager des inégalités sociales, étant donné que le coût de visite de tels lieux serait abordable seulement à des groupes spécifiques. On doit aussi faire attention à la possibilité de création d'un "marché noir". De plus, on doit considérer la possibilité d'introduire un forfait conforme aux excursionnistes.
- *Gestion de l'information*. A Venise, des informations sur les heures de pointe, le trafic, etc. sont constamment fournies sur Internet. Il s'agit d'une façon de dissuader les touristes de visiter Venise et d'éviter ainsi la surpopulation.
- L'*éducation* de la communauté locale afin de gagner son soutien pour l'application de la CCT est essentielle.
- La *formation* des planificateurs locaux des gestionnaires en l'emploi de diverses techniques, etc.
- *Contrôle du marché*. Pour l'instant, la coordination entre la gestion, la planification et la commercialisation touristique est limitée. La commercialisation et la communication sophistiquées permettent aux agents de commercialisation de chercher des niches de marché et de réaliser des promotions pour des périodes pendant lesquelles il y a une capacité de charge disponible. Les tours-opérateurs pourraient jouer un rôle important dans la gestion des impacts environnementaux et maintenir la durabilité du tourisme par le biais des activités promotionnelles et d'autres actions. (Voir Programme de tours-opérateurs du PNUE).

MODULE 3A : LES PREMIERES ETUDES PAP/RAC: ILE DE VIS (CROATIE), RHODES (GRECE), BAIE DE LALZI (ALBANIE) ET ZONE COTIERE DE FUKA-MATROUTH

1. Présentation des études de cas d'application de l'eca

Déroulement des actions PAP en matière d'ECA

- ✓ 1985: CAR/PAP démarre l'action prioritaire "Développement du tourisme méditerranéen en harmonie avec l'environnement"
- ✓ 1986-1989: réunions d'experts – proposition d'une méthodologie d'ECA en matière de tourisme
- ✓ 1990: atelier organisé par le PNUE et l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT)
- ✓ 1990: lancement des études pilotes d'ECA pour l'archipel de Brijuni et pour l'île de Vis (Croatie)
- ✓ 1993: lancement d'une étude d'ECA pour la partie centrale de l'île de Rhodes
- ✓ 1994: un groupe d'expert ébauche les "Directives pour l'évaluation de la capacité d'accueil en matière de tourisme dans les régions méditerranéennes"
- ✓ 1994: préparation des études d'ECA pour la région de Marsa Matrouh-Fuka en Egypte et la Baie de Lazli en Albanie
- ✓ 1995: réunion d'expert tenue à Split - la première version des directives corrigée et améliorée
- ✓ 1997: adoption des Directives lors d'un atelier régional tenu à Split
- ✓ 1998: stage de formation en ECA Tartous (Syrie)
- ✓ 1999: stage de formation en ECA Tripoli (Libye)
- ✓ 1999: lancement du projet pour l'ECA de Malte (méthodologie traitée des Directives)
- ✓ 2000-2002: réalisation d'une étude d'ECA pour la Province de Rimini

Projets non-PAP en matière d'ECA

D'autres études ont récemment été élaborées et réalisées suite aux expériences PAP en Méditerranée. Chacun de ces projets a déroulé une méthodologie propre qui va s'ajouter aux résultats des expériences en ECA et qui offre des occasions d'analyse au sein des activités PAP. Ces projets sont les suivants:

- ✓ 2001: étude d'ECA pour l'île d'Elbe, Italie
- ✓ 2000-2002: Agenda 21 – GIZC pour la municipalité de Calvia de l'île de Mallorca (Espagne)

Projets présentés

Ici on va présenter les cas suivants:

1. Ile de Vis (Croatie)
2. Rhodes (Grèce)
3. Baie de Lalzi (Albanie)
4. Marsa-Matrouh (Egypte)
5. Malte
6. Rimini (Italie)
7. Calvia (Mallorca, Espagne)
8. Ile d'Elba (Italie)

Facteurs communs

- ✓ Nécessité de gérer la zone côtière
- ✓ Besoin de durabilité
- ✓ Participation de la population locale
- ✓ Décision de démarrer l'étude
- ✓ Nature des problèmes concernant les impacts du tourisme
- ✓ Nature des avantages provenant du secteur touristique

Différences

- ✓ Niveau de développement touristique
- ✓ Caractéristiques géographiques
- ✓ Ressources impliquées
- ✓ Niveau de planification
- ✓ Disponibilité des ressources humaine (expertes locaux)

Critères

Il fallait avoir différentes cas représentant des typologies variées. En effet, les cas présentés comprennent différentes typologies de destination, par exemple:

- territoires à haute urbanisation et concentration touristique
- zones vierges où le tourisme n'est pas encore diffusé

Approche

Les pays de la Méditerranée sont très différents et il faut les considérer comme des cas uniques. Ainsi s'agit-il de choisir l'approche la plus appropriée selon chaque cas considéré (il n'existe pas une règle absolue).

2. Evaluation de la capacité d'accueil pour l'île de Vis, Croatie

Caractéristiques principales de la zone d'étude

Vis est une île située dans la partie centrale de la Dalmatie (Croatie), avec une superficie de 90,4 km² et, considérant les îles appartenant à l'archipel, on dispose de 102,7 km². L'île est connue en qualité de sa distance de la côte. En fait, ça fait 40 km par avion et 55 km par navire. Elle est divisée en deux parties administratives, presque identiques en termes de population et de taille:

- municipalité de Vis (1.770 habitants)
- municipalité de Komiza (1.505 habitants), comprenant les îles de Jabuka, Sveti Andrija et Palagruza

Niveau de développement touristique

Malgré la beauté de l'archipel et ses attraits touristiques, le secteur touristique n'a pas pu s'étendre à cause des facteurs suivants:

- Facteurs politiques;
- La distance a contribué à la diminution de la population de l'île et de l'archipel, qui a connu une baisse de 7.000 habitants en 1961 à 3.600 en 2001 environ.

Année 2000 – Développement touristique

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- 17.630 visiteurs- 103.842 nuitées- 1/3 des touristes internationaux |
|---|

Méthodologie de travail

Déroulement du projet :

- lancement en 1990 (juste avant le début des événements politiques en Yougoslavie)
- l'étude a été élaborée comme cas pilote dans le cadre du projet PAP "Développement du tourisme méditerranéen en harmonie avec l'environnement"
- l'objectif était de vérifier en pratique le cadre méthodologique pour l'ECA des zones côtières en matière de développement touristique
- on a utilisé les données acquises pendant l'analyse mais pas forcément la subdivision en trois groupes d'indicateurs
- on a considéré seulement un scénario de développement touristique - celui à petite échelle

Le site se montrait particulièrement adapté car:

- la zone d'une île est très bien définie
- de l'autre côté, il s'agissait de deux zones administratives très différentes du point de vue socioculturel

Les analyses ont donné abouti à deux résultats différents:

- plus orienté vers le développement touristique en ce qui concerne la zone de Vis
- plus conservatoire à propos de Komiza

Scénario souhaitable de développement touristique

Après les analyses, l'aspect socioculturel a été relevé comme l'élément critique pour l'ECA. On a choisi le scénario partiellement restrictif de développement touristique, dans le but d'obtenir un développement durable même de point de vue écologique, socioculturel et économique, c'est-à-dire:

- garantir des revenus appropriés pour la survie économique de la population
- garantir une expérience méditerranéenne unique de point de vue du touriste
- préserver l'écosystème unique de l'île et maintenir son équilibre social fragile

Conclusions

- En raison des problèmes économiques concernant la revitalisation après la guerre, l'île de Vis n'a pas beaucoup changé, sauf que le tourisme domestique a été remplacé par le tourisme international.
- Cependant, les directives provenant de l'ECA ont été incorporées dans les documents de planification de base et acceptées par les autorités locales.
- En considérant les politiques générales qui contribuent à la promotion des actions de développement touristique consciencieux, on peut s'attendre à ce que les directions provenant de l'ECA soient utilisées à l'avenir.

3. ECA pour l'île de Rhodes, Grèce

Caractéristiques principales de la zone d'étude

Comme dans le cas de l'île de Vis, l'étude d'ECA de la partie centre-est de l'île de Rhodes a été une étude pilote, mais la situation y était très différente en ce qui concerne les caractéristiques de l'île. Rhodes a une surface de 1.398 km² (elle est la quatrième plus grande île du Péloponnèse) avec une population de 100.686 habitants. En plus, elle est très bien reliée par avions et navires malgré sa distance de la terre-ferme.

Niveau de développement touristique

Le tourisme à Rhodes a connu une croissance considérable au cours des dernières 10 années: depuis 1989 le nombre de touristes s'est accru de 1.055 à 1.636 dans l'archipel. Aujourd'hui le tourisme dans l'île est très développé:

- L'île accueille 20% du tourisme grec.
- Elle abrite le plus vaste espace bâti de l'archipel de Dodécannèse (42.000 habitants dans le Nord de l'île).
- 95% du tourisme est international – provenant en premier lieu d'Allemagne et d'Angleterre.

Des problèmes de saturation se manifestent dans le Nord de l'île. Cette région est l'exemple typique d'un développement touristique qui a causé de nombreuses perturbations écologiques et socio-économiques.

Méthodologie de travail

La procédure a été harmonisée avec le concept retenu d'ECA qui consiste en un calcul de plusieurs composantes et qui retient le seuil le plus bas. Le concept d'ECA a été appliqué dans le but de déterminer le nombre maximum de touristes pouvant simultanément visiter une destination sans provoquer une dégradation inacceptable de l'environnement (physico-écologique ou socioculturel) ou bien une baisse de la qualité de l'expérience touristique vécue.

Après une analyse des composantes qui caractérisent le tourisme de l'île, les possibilités de développement touristique ont été examinées à travers un certain nombre de scénarios, en prêtant une attention particulière aux instruments d'aménagement du territoire.

Scénario souhaitable de développement touristique

Le problème majeur était de concilier deux aspirations de développement diamétralement opposées:

- D'une part, il y avait une forte pression de la part des investisseurs pour permettre un développement intensif, voire libre, du tourisme dans la partie centre-est, semblable à celui de la partie Nord de l'île;
- D'autre part, il y avait une aspiration à placer cette zone sous un régime de protection très stricte.

En conséquence, il a été élaboré un plan de développement par localités individualisées, à travers un développement contrôlé de la partie centre-est et une protection plus efficace des zones Ouest et Sud de l'île.

La valeur calculée de la capacité maximale d'accueil est bien inférieure à celle de la capacité physique d'accueil, comme pour l'île de Vis.

Il a été recommandé que des mesures spéciales soient prises pour stimuler la restructuration de l'offre touristique vers une qualité plus élevée (à travers des équipements supplémentaires).

Conclusions

Comme dans le cas de l'île de Vis, cet exemple prouve que chaque région exige une approche spécifique selon les conditions locales. En outre, on souligne l'importance de la collaboration de la population locale qui a fourni des informations importantes.

4. ECA pour la baie de Lalzi, Albanie

Caractéristiques principales de la zone d'étude

La zone que comprend la baie de Lalzi couvre une superficie de 45 km² dans le district de Durrës, situé dans la partie centrale de la côte albanaise, 20 km loin du port de Durrës et 25 km de l'aéroport de Tirana.

Un brouillon de GIZC a été élaboré pour la région de Durrës-Vlore en 1996, et l'étude ECA a été entreprise en conséquence.

Niveau de développement touristique

La zone côtière est sableuse et n'est pas très peuplée (on y compte quelques 2.000 habitants dans les villages).

Méthodologie de travail

Les études de GIZC avaient déjà identifié les caractéristiques principales, les éléments clé de protection de l'environnement et même les enjeux concernant les niveaux potentiels de développement touristique (intensif et à petite échelle).

Le groupe de travail a conclu que le manque complet de développement dans cette partie de la côte albanaise était en même temps un avantage et un problème majeur du développement touristique. Ainsi, une méthode standard d'ECA a été utilisée et, en outre, une variante a été ajoutée dans le but d'examiner une série d'échelles alternatives et de densités de développement durable au sein de la capacité d'accueil du territoire considéré.

Scénario souhaitable de développement touristique

L'ECA a souligné trois options de développement touristique:

- i) Grande échelle, grande possibilité de développement durable dans des zones limitées. Développement moyen-haut en zones robustes, en protégeant les zones sensibles à concentration des ressources;
- ii) Petite échelle, capacité basse mais sélectionnée, éco-tourisme soutenable, protection de l'environnement et promotion des ressources naturelles en tant qu'enjeux touristiques;
- iii) Moyenne échelle, capacité optimale, développement limité, sélection des meilleures options prévues.

Conclusions

La région n'a pas pu réaliser son projet de développement touristique à cause de contraintes économiques et politiques. On attend un moment plus favorable pour mettre en œuvre des actions de développement touristique basées sur une approche ECA.

5. ECA pour la zone côtière de Marsa-Matrouh, Egypte

Caractéristiques principales de la zone d'étude

La zone côtière méditerranéenne de Fuka-Matrouh est située dans la partie Nord-Ouest de l'Égypte et constitue la partie la plus importante pour l'économie du gouvernorat de Matrouh. Ce gouvernorat s'étend sur une superficie de 212,112 km² et abrite une population de 200.000 habitants. La région est surtout désertique, entre le delta du Nil et la frontière libanaise.

La zone d'étude est la zone côtière de Marsa-Matrouh, entre la ville homonyme (à l'Ouest), la ville de El-Dabae (à l'Est) et le désert. Il s'agit d'une des plus importantes zones développées d'Égypte. Elle est très bien liée avec le reste du pays grâce à une autoroute et un aéroport international.

Niveau de développement touristique

A différence du tourisme qui s'est développé dans la région de la Mer Rouge (pour la plupart international), cette zone est orientée vers un tourisme "domestique", c'est-à-dire local et avec la présence massive de maisons de vacances. En effet, on en compte plus de 10.000, tandis que le nombre de lits d'hôtel n'arrive pas à 10.000.

Méthodologie

Le travail d'ECA a commencé en 1993 mais les actions ont été arrêtées jusqu'à 1996 quand a démarré un Programme d'Aménagement de la Zone Côtière (PAC de Fuka-Matrouh) qui a incorporé le projet d'ECA.

Trois groupes d'indicateurs ont été élaborés:

- physico-écologiques
- socio-démographiques
- économique-politiques

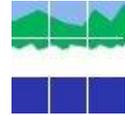
Ensuite, on a identifié les éléments clés à développer (gestion des ressources en eau, enjeux d'aménagement, protection du territoire et son usage, développement du tourisme).

Cette étude a introduit des modèles d'analyse et, en raison du niveau élevé d'intégration des initiatives, elle a été prise en compte par le PAP en tant qu'exemple à suivre. Elle a également influencé les projets plus récentes (Malte, Rimini).

Scénario souhaitable de développement touristique

Les analyses ont produit trois scénarios faisables de développement touristique:

- Développement touristique libre, contrôlé par les investisseurs locaux;
- Développement touristique à travers des investisseurs externes (internationaux);
- Développement touristique basé sur des restrictions.



Un scénario de développement touristique soutenable, alternatif à ceux décrits, a été choisi. Il était basé sur une valeur maximale de 80.000-100.000 lits, et en même temps il prévoyait des zones réservées au développement commercial dans le but d'assurer une base économique destinée à la population locale en croissance.

Conclusions

Les résultats de l'ECA ont été très bien acceptés par les acteurs locaux et nationaux. Cependant, la pression exercée en faveur des maisons de vacances n'a pas permis la réalisation du plan touristique, du fait que l'on voulait réserver cette zone au tourisme "domestique" plutôt qu'à celui international.

MODULE 3B: ETUDES D'ECA DE L'ARCHIPEL DE MALTE ET DE LA PROVINCE DE RIMINI

1. ECA pour la Province de Rimini

Caractéristiques principales de la zone d'étude

L'étude concerne l'ensemble de la Province de Rimini, soit 33,5 km de longueur et 534 km² de surface, avec une population résidente de 272.031 habitants (2001). La zone côtière de la Province de Rimini est une destination typique de tourisme de masse, avec 2,66 millions d'arrivées.

La Province conduit un projet de Gestion Intégrée des Zones Côtières dans le cadre d'un financement européen LIFE. Le projet de GIZC est intégré avec la planification territoriale, dans le cadre d'une stratégie plus générale de développement soutenable de la Province.

Niveau de développement touristique

Cette région est une des destinations touristiques côtières les plus développées et les plus utilisées en Italie. Elle approche sa limite en termes de capacité d'accueil: la qualité environnementale a été perdue et l'évidence d'un tourisme de masse a causé la perte de prestige de la destination et de son image au niveau international.

Le résultat en est une baisse du nombre de visiteurs. Comme le tourisme est une des activités économique les plus importantes, l'économie de la Province est sérieusement menacée. L'ECA a été réalisée dans une étape critique de sur-développement de la zone côtière, nécessitant des changements radicaux de politiques pour atteindre un développement soutenable.

Méthodologie du travail

Les objectifs du projet d'ECA comprennent la définition d'un processus de travail pour un programme d'action stratégique à long terme qui concerne le développement soutenable de l'économie de la région et de l'environnement, ainsi que réorientation du développement du tourisme. L'étude a utilisé une méthodologie à cinq étapes:

1. Analyse des données et cartographie;
2. Définition et application des indicateurs de tourisme soutenable: trois de nature socio-économique et cinq concernant les aspects environnementaux;
3. Analyse du développement touristique;
4. Définition de 4 scénarios types de développement du tourisme:
 - ✓ conservationiste
 - ✓ développement du tourisme rural dans la zone à l'intérieur
 - ✓ réduction de la pression touristique sur la côte
 - ✓ requalification du système touristique
5. Définition d'un modèle de calcul de la capacité d'accueil du tourisme soutenable.

2. ECA pour l'Archipel de Malte

Caractéristiques de la zone d'étude

Malte est un archipel s'étendant sur une zone terrestre de 316 km², avec une population résidente de 380.000 habitants. Plus de 1,2 millions de touristes visitent Malte et y passent une moyenne de neuf nuits dans l'île. Le résultat est une densité totale de environ 1.300 personnes par km². L'île dispose de plus de 48.000 lits, mais avec un niveau d'occupation de 54% dans les services touristiques.

Niveau de développement touristique

Le tourisme est un de secteurs économiques majeurs du pays (24% du Produit National et 27% du marché de l'emploi).

Malte est un pays fortement développé. L'étude sur la Capacité de Charge de l'île de Malte a été appliquée à l'île dans son ensemble, étant donné que le tourisme concerne aussi bien les zones côtières que l'intérieur de l'île.

Méthodologie de travail

La méthodologie adoptée pour l'évaluation de la capacité de charge touristique de Malte était basée sur les Directives CAR/PAP. Le Gouvernement maltais a reconnu que le tourisme dans les îles maltaises avait atteint le point critique et a considéré qu'une étude approfondie était nécessaire pour déterminer le cadre/scénario futur suivant lequel le tourisme devrait se développer dans la période 2000 - 2010.

Le Ministère maltais du Tourisme a été l'initiateur principal de cette étude conduite par une équipe multidisciplinaire, qui a travaillé avec les différents groupes d'intérêt dans le domaine du tourisme. L'exercice a été développé en combinant les données existantes avec la collecte de nouvelles données, l'identification des différentes options et l'évaluation de leurs impacts, et le choix conséquent du scénario le plus approprié. Pendant tout l'exercice, la participation du public a été très forte.

Ont été considérés les différents facteurs d'influence relatifs aux activités de l'industrie touristique dans une perspective plus grande et dans le contexte économique, physique, environnemental et social. Le principe suivi était l'harmonisation de tous les contextes touristiques locaux par rapport à l'intérêt national, et ceci en respectant les limites imposées par les contraintes environnementales, socioculturelles et économiques.

Scénario de croissance limitée

L'industrie touristique maltaise a les contraintes suivantes:

- i) La dépendance économique du secteur touristique dérivant de revenus étrangers.
- ii) L'excès de la demande par rapport aux places disponibles, un faible taux d'emplois dans le tourisme et la baisse des prix.
- iii) Le niveau de tolérance de la société locale vers le tourisme, ainsi que le niveau de satisfaction des visiteurs dû à la saturation des touristes eux-mêmes.
- iv) Des ressources naturelles limitées (la production d'énergie est un facteur limitant).

Cette situation est caractéristique des destinations méditerranéennes. Avec un nombre de facteurs limitants quantifiables et intangibles, l'évaluation de la capacité de charge de tourisme est très complexe.

Pour conclure, le scénario a formulé les directives suivantes pour le développement touristique:

- i) La contribution du tourisme à l'économie doit être considérée en termes d'augmentation des revenus et des dépenses *par capita* des touristes;
- ii) Les investissements doivent être dirigés vers des segments efficaces du point de vue des ressources;
- iii) Les rapports coûts/bénéfices soit au niveau de la communauté locale que au niveau des opérateurs économiques doivent être évalués pour une meilleure allocation des ressources;
- iv) La capacité des hôtels-type doit être déterminée, ainsi que la qualité du service, le niveau d'occupation des chambres, etc.;
- v) La capacité déterminée en termes de nombre de touristes en saison estivale doit être inférieure au niveau de saturation.

L'offre touristique de Malte doit être relancée avec une meilleure présentation des options disponibles. L'amélioration de la qualité de l'offre actuelle est une priorité, plutôt que l'augmentation de sa quantité.

MODULE 3C: PRESENTATION DES ETUDES NON-PAP DANS LA MEDITERRANEE (ELBE ET CALVIA)

1. ECA de la Commune de Calvia

Caractéristiques principales de la zone d'étude

La Commune de Calvia dans l'île de Majorque abrite une population de 50.000 habitants et s'étend sur une surface de 125 km². 95% de l'économie de Calvia est basé sur le tourisme. En 1995, avec l'aide du Secrétariat Général du Tourisme Espagnol, le conseil a décidé de démarrer le projet Calvia Agenda 21 local, basé sur un nouveau plan de développement urbanistique et la réorientation du développement touristique vers la soutenabilité sociale et économique. L'Agenda 21 a été officiellement adopté par la municipalité en 1998. C'est un plan d'actions à long terme supporté par une grande partie de la population.

Niveau de développement touristique

Le tourisme est une industrie stratégique pour les pays du pourtour méditerranéen. Le développement touristique de Calvia, le plus important dans les îles Baléares, a commencé dans les années 60. Les 20 premières années, le modèle de développement a été basé sur des intérêts à court terme, une urbanisation galopante et l'exploitation illimitée des ressources naturelles. Le développement d'une telle forme de tourisme de masse n'est pas sans conséquences sur l'environnement, le tissu social et l'économie locale. Un certain nombre de problèmes écologiques, économiques, sociaux a commencé d'émerger vers la fin des années 80: rythme effréné de construction, pressions humaines et urbaines, détérioration du littoral et des espaces naturels, gestion des rejets liquides et des déchets, distribution inégale des revenus, déracinement social, diminution de la qualité de la vie des populations locales, déclin de la popularité de cette station touristique. Les acteurs locaux ont pris conscience que les modèles conventionnels de tourisme étaient incompatibles avec un développement durable de la communauté, respectueux des conditions et des valeurs locales. C'est pourquoi la municipalité de Calvia a pris la décision d'adopter un Agenda 21 local afin d'engager tous les citoyens dans un partenariat actif pour organiser le développement durable du territoire. Les objectifs de cette démarche ont été les suivants:

- ✓ limiter la croissance, freiner la pression humaine et réhabiliter le territoire;
- ✓ favoriser la cohésion sociale et la qualité de vie;
- ✓ préserver le patrimoine naturel;
- ✓ réhabiliter le patrimoine artistique et culturel;
- ✓ mettre en valeur toutes les zones touristiques;
- ✓ améliorer l'image de Calvia en tant que destination touristique;
- ✓ promouvoir les transports publics et la circulation piétonne;
- ✓ organiser une gestion durable des ressources;
- ✓ diversifier l'économie, l'offre et investir dans les ressources humaines (emplois durables, etc.);
- ✓ innover au niveau gouvernance et gestion de la municipalité.

c) Méthodologie de travail

Les étapes du projet ont suivi la démarche caractéristique d'ECA dans un perspective plus large:

-
- a) Analyse des données et utilisation des indicateurs de tourisme;
 - b) Analyse et évaluation de la situation actuelle (scénario actuel);
 - c) Processus de participation publique.

L'Agenda 21 a généré un programme d'action qui a défini des propositions sur 10 ans, articulées autour de 10 lignes d'action divisées en 40 initiatives à court terme et 15 interventions immédiates.

Actions réalisées:

- déclassement de 1.700 ha anciennement en zone urbaine et maintenant en zone rurale;
- gel du précédent Plan Général de Développement Urbain;
- mise en place d'un programme d'éducation environnementale;
- présentation de la démarche de gestion intégrée des zones côtières à plusieurs programmes de l'UE, notamment LIFE et TERRA;
- présentation de la démarche lors des rencontres de Rome, Lisbonne, Habitat II;
- diffusion des principes de l'Agenda 21 au niveau local, national et international;
- réunion des groupes de travail du forum des citoyens.

Quelques actions à court terme:

- démolition des bâtiments obsolètes ou qui portent atteinte à l'environnement;
- nouveau plan de mobilité incluant notamment la construction de zones cyclistes et piétonnes et la plantation d'arbres et de haies le long des principales routes et rues;
- plan d'urbanisme éco-responsable, promotion des énergies renouvelables, obligation pour les nouvelles constructions d'être équipées de systèmes d'assainissement et d'économiseurs d'eau, etc.;
- programme d'économie d'énergie et d'eau avec notamment la création des brigades bleues qui effectuent des audits au sein de la population afin d'encourager les économies d'eau;
- programme de conservation des plages;
- plan de lutte contre l'activité saisonnière: action "Calvia: l'hiver européen": nouvelles offres de séjours de septembre à mars avec la mise en place de nombreuses activités adaptées;
- réhabilitation et conservation du patrimoine et du paysage;
- réseau de zones naturelles avec mirador d'observation;
- revitalisation du monde rural;
- modernisation de la gestion municipale;
- création d'un observatoire touristique de la durabilité et de la qualité de vie, avec notamment l'élaboration d'une grille d'évaluation et de suivi des projets contenant des indicateurs.

Résultats

Le projet d'Agenda 21 local a utilisé six secteurs thématiques au travers des indicateurs et scénarios qui ont permis d'évaluer le développement touristique à partir de la situation initiale, jusqu'au scénario future de restauration complète de Calvia.

Cet plan a été considéré par l'opinion scientifique internationale comme un des meilleurs plans de développement du tourisme soutenable. La méthodologie est en partie comparable avec l'approche ECA, et la participation publique est un élément très fort de l'action locale. La définition et le suivi continu des indicateurs montre le développement du modèle. Le processus de participation c'est un aspect stratégique du Plan d'Action de Calvia.

La situation de Calvia a beaucoup de dénominateurs communs avec les autres destinations méditerranéennes. Il est raisonnable de considérer que certaines solutions développées à Calvia peuvent être réutilisées dans d'autres régions. Celles-ci incluent:

- La restauration des structures urbaines et l'arrêt de la détérioration environnementale due à la massification dans un sens global, qui a dévalué l'environnement de manière significative. Les nouveaux concepts de développement incluent la "Total sensorial quality" et la "soutenabilité environnementale";
- Le refus du modèle de la ville artificielle monothématique, congestionnée, et limitée au soleil et à la mer.

2. L'ECA de l'île d'Elbe

Caractéristiques principales de la zone d'étude

Elbe est la plus grande des îles italiennes, après la Sicile et la Sardaigne. Elle est située à 10 km de la ligne de côte et s'étend sur une superficie de 224 km². Une population d'environ 30.000 personnes est groupée en 8 municipalités. Elbe peut être jointe soit par navire (la traversée par ferry dure 1 heure et par des navires à grande vitesse entre 20 et 30 minutes), soit par avion. Elbe est une destination beaucoup appréciée par les touristes italiens et européens, en particulier les allemands, parce que l'île est dotée de structures touristiques bien équipées.

Niveau de développement touristique

Le projet "ISOLE" (*Islands Satellite Observation for Local Exploitation*) a été cofinancé par la Commission Européenne DGXII et a été conçu comme une voie de développement et d'innovation des petites îles. L'objectif était de ne pas influencer les administrateurs par des politiques de développement prédéfinies.

Dans le cas de l'île d'Elbe a été élaboré un modèle mathématique pour l'analyse de la capacité d'accueil touristique comme outil pour les autorités locales. L'analyse a été ciblée sur les composants physico-écologiques et socio-démographiques de l'ECA. En particulier l'étude avait pour but de conserver la qualité de l'expérience touristique et de garantir la conservation des ressources naturelles.

Méthodologie du travail

La méthodologie de travail a été articulée en trois étapes:

- ✓ Identification des facteurs limitants qui peuvent être mesurés. Il s'agit des facteurs physiques et sociaux:
 - Disponibilité d'eau
 - Capacité de traitement des eaux usées
 - Utilisation des ressources de base (plages pour la baignade)
 - Pression de la population (rapport touriste/habitant)
- ✓ Définition de 4 scénarios de soutenabilité: conservateur, haute soutenabilité, basse soutenabilité et dégénératif. Chaque scénario a été corrélé avec les facteurs limites. Le dépassement de la valeur critique du facteur limite génère le passage d'un scénario à un autre. Chaque scénario est associé à un niveau d'alarme: nul (I), bas (II), moyen (III), haut (IV). La demande en eau a été identifiée comme le facteur le plus critique.
- ✓ Calcul du nombre de touristes corrélé à chaque scénario: la croissance de la pression humaine (arrivée des touristes) cause le passage d'un scénario à un autre. Le nombre de touristes a été corrélé à la valeur critique de chaque facteur.